

CRISE AUTOMOBILE

Talbot : le premier choc

N° 1221 - du 16 au 22 octobre 1980 - 4,00F

l'humanité rouge

organe
central du **PCML**

CONTRE LES NEO-NAZIS

Après avoir
rencontré Bonnet
et Peyrefitte
Me Rappaport
raconte



**UNE
alliée
pour la
paix**

La Chille

El Asnam : la solidarité

A l'occasion du terrible séisme qui a provoqué la mort de plusieurs milliers de personnes et 300 000 sinistrés, un vaste courant de solidarité internationale s'est manifesté.

Notre parti s'y est associé.

Le 12 octobre, Pierre Bauby et Jacques Jurquet ont adressé le message suivant à l'Ambassadeur d'Algérie et à l'Amicale des Algériens en Europe : « Venant d'apprendre le cataclysme sismique qui a touché ce

matin la région d'El Asnam et les populations y résidant, nous vous exprimons notre plus profonde émotion et notre plus fraternelle solidarité.

« Conformément à ses traditions d'amitié indéfectible avec le peuple algérien, le Parti communiste marxiste-léniniste a appelé aujourd'hui même ses militants de professions médicales à se présenter devant vos organisations diplomatiques en vue d'être acheminés immé-

diatement sur les lieux pour y participer aux secours nécessaires.

« Soyez assurés que nous sommes tous avec vous dans cette tragique circonstance, comme nos aînés le furent déjà en 1954 ».

Le même jour, une délégation du Comité central du PCML s'est rendue au siège parisien de l'Amicale pour y apporter des cartons de vêtements et des couvertures. Un appel a été lancé auprès des militants du parti

pour qu'ils témoignent leur solidarité en apportant argent, vêtements et couvertures aux permanences de l'Amicale des Algériens en Europe et aux consulats algériens.

Pour les versements : Amicale des Algériens d'Europe, 40, rue Boileau, 75016 Paris. Compte numéro 072970100 de l'Union méditerranéenne de banque, agence Barbès, 12, boulevard Barbès, 75018 Paris; préciser : « A.E.E., sinistrés d'El Asnam ».



El Asnam, dimanche 12 octobre 1980.

A l'entrée de la ville, les sirènes retentissantes des ambulances, puis le grondement des bulldozers nous alertent, nous enveloppent et nous mènent vers les cités effondrées où les terrasses d'immeubles de trois, quatre, cinq étages sont maintenant à portée d'enjambées du trottoir. Les dalles séparant les étages se sont rejointes, à se toucher parfois, pour devenir des chappes de béton emmurant, peut-être à jamais, des centaines de familles.

Devant un de ces immeubles, qui vendredi matin se dressait encore sur ses étages au-dessus du local de l'UNJA, du hammam et de quelques boutiques, la foule attend, suspendue au moindre signe des sauveteurs, accrochée à un espoir fou de retrouver ses enfants, ses parents, un frère, l'époux, l'épouse... Le bulldozer avance vers l'amas de béton et de poutres de fer. Il est dirigé avec précaution par

les volontaires et les agents de la Protection Civile. Sa main d'acier s'enfonce, s'emplit de pierres, se retourne vers le ciel et le bras du bulldozer pivote pour déverser les pierres dans la benne d'un camion ou sur la chaussée.

Le chien suisse dressé spécialement pour détecter les vies humaines est lâché. Sa maîtresse, enveloppée dans un kawai orange, l'encourage, le guide du geste et de la voix. On fait le vide autour de lui pour ne pas fausser son odorat. Il renifle, glisse sur les pierres, s'accroche, dessine un cercle et s'arrête brusquement en son centre. Il lève les yeux vers sa maîtresse : c'est là qu'il faut chercher.

Aussitôt une chaîne de volontaires se forme depuis la foule. A mains nues, les pierres sont arrachées et passées de bras en bras jusqu'à l'autre bout de la chaîne d'espoir, la chaîne de vie. Un obstacle : une poutre de fer brise un instant l'élan des sauveteurs. Un agent de

la Protection Civile intervient au chalumeau, dans une gerbe d'étincelles, pour découper le métal. A nouveau, le bulldozer vient racle les pierres qui obstruent le passage. Il ramène, avec un coupon de tissu, une paire de souliers féminins qu'un volontaire montre à la foule pour identifier la maison. Une jeune femme, Fatima, agite la main, tendue d'espoir. Elle est là avec son frère depuis deux jours, s'entêtant à croire retrouver vivants leur autre frère, sa femme et les quatre enfants. (...)

Les sirènes des ambulances emplissent maintenant les têtes jusqu'à ne plus pouvoir réfléchir, être incapable même de penser et se laisser guider par le mouvement de la circulation. Là, les gens se croisent, s'embrassent, chacun heureux de retrouver l'autre vivant, échangent des nouvelles :

— As-tu des nouvelles de Boualem ?
— Il est en vie !
— Et ses enfants ?
— Ses enfants et sa fem-

me sont morts !

Plus loin, deux vieilles femmes, le voile autour de leur tête et sur les épaules, se soutiennent dans leurs vieux jours et leur douleur commune. Elles croient nous reconnaître et de leur voix légèrement fêlée, nous apostrophent :

— On vient de retirer le corps sans vie du mari de Aouicha... Celui qui travaille à l'hôpital.

Elles en parlent encore au présent. Pour ces vieilles, qui ont vécu le plus tragique déchirement du séisme de 1954 et de sept années de guerre, ce refus inconscient de parler au passé en évoquant les disparus, ce refus de croire encore, deux jours après, à cette nouvelle tragédie, révèle la violence du choc du vendredi 10 octobre 1980.

(...)

(Extraits d'un article de A. Dzanouni paru dans El Moudjahid du 13/10/1980)

La Chine, une alliée

De graves menaces pèsent sur l'avenir des peuples européens. Il y a quelques années, aux yeux de l'opinion publique française, la « détente » paraissait être un fait acquis, quasiment irréversible. Bien des choses ont changé depuis, en particulier depuis l'invasion de l'Afghanistan. Si elle n'est pas enrayée, l'escalade des agressions de l'URSS se poursuivra, allant de plus en plus loin. N'a-t-elle pas déjà conduit de l'invasion de la Tchécoslovaquie à celle du Cambodge, en passant par les interventions militaires en Afrique ? A chaque fois, l'URSS s'appuyant sur ses nouvelles conquêtes, va plus loin.

Dans le même temps, la course aux armements, loin de se ralentir, s'est poursuivie et l'URSS a connu les rythmes de développement les plus rapides. Est-ce que ces armements resteront inutilisés ?

Si l'Europe a été épargnée depuis plus de trente ans par la guerre, il n'en reste pas moins que c'est sur notre continent que se trouvent stockées les plus gigantesques quantités d'armes, que se trouve l'essentiel des forces armées de l'URSS.

Et ne voit-on pas aujourd'hui les conflits atteindre ce baril de poudre que constitue le golfe Persique ? Après avoir envahi l'Afghanistan, l'URSS tentera inévitablement de pénétrer dans cette région vitale pour l'Europe. La guerre entre l'Irak et l'Iran pourrait lui en fournir l'occasion.

Tôt ou tard, la logique agressive de l'URSS conduira à la guerre, sauf si elle était stoppée par l'action des peuples. Ne voit-on pas que dès l'instant où une superpuissance comme l'URSS se lance dans des invasions, il y a une logique guerrière qui la conduit à aller de plus en plus loin ? Vous en rajoutez, nous dira-t-on peut-être. Mais c'est ce qu'on nous disait déjà avant les invasions du Cambodge et de l'Afghanistan.

Alors, comment faire face à la menace, comment défendre la paix ? La pire des politiques est celle qui consiste à accepter les faits accomplis, qui recule devant les agressions, qui refuse de soutenir les peuples qui en sont victimes, qui prône le dialogue tandis qu'est foulé aux pieds le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Une telle politique est pourtant celle du gouvernement français. Elle a conduit Giscard d'Estaing à Varsovie, lui a fait refuser de soutenir la résistance afghane, amène Creusot-Loire à fabriquer en URSS un complexe sidérurgique. La politique de la République populaire de Chine est tout autre. Elle dénonce fermement les agresseurs et apporte son soutien aux peuples qui en sont les victimes.

L'intérêt du peuple français pour combattre la guerre, est d'avoir des alliés, de pouvoir faire face à l'URSS sans tomber sous la tutelle des USA. Par son soutien au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la Chine doit être au premier rang. Une telle alliance ne menace personne, son but étant de préserver le droit à l'indépendance, de faire reculer les agresseurs là où ils le bafouent et d'être plus forts si un jour ils en venaient à déclencher une guerre.

Pierre BURNAND

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques JURQUET — Rédacteur en chef : Pierre BURNAND
Rédacteurs : Gilles Carpentier, Léon Cladel, Claude Dhalluin, Hervé Dastar, Rémi Dainville, Estelle Delmas, Serge Forest, Michel Lopez, Catherine Lemaire, Claude Liria, Claude Lebrun, Yves Lepic, Charles Malloire, Pierre Marceau, Claire Masson, Alain Mercier, Nathalie Villotiers, Evelyne Le Guen.
Secrétaire de rédaction : Pierre Marceau — Administration : Max Durand.
Imprimerie La Nouvelle — Directeur de publication : Jean-Luc EINAUDI.
L'HUMANITE ROUGE — BP 201 — 75926 Paris Cedex 19 — CCP : 3022672 D La Source — Commission paritaire : N° 57 952 — Dépôt légal : 4e trimestre 1980

LA CHINE DANS LE MONDE

impérialiste ?

Un homme sur quatre est chinois : réalité impressionnante qui indique toute l'importance de l'évolution de la Chine pour l'avenir du monde. Pour qui a visité cet immense pays, son appartenance au Tiers Monde saute aux yeux, surtout dans les campagnes. Sortie, il y a trente ans, de la misère et des famines, la Chine n'en reste pas moins un pays pauvre où les conditions de vie sont encore difficiles, avant tout pour les paysans. Pour surmonter cette pauvreté, elle est actuellement toute entière tournée vers cette gigantesque entreprise que les Chinois appellent « les 4 modernisations ». Les voyageurs qui reviennent actuellement témoignent de cet immense effort. Ils sont frappés, par exemple, par le nombre des chantiers d'où sortent de nouveaux logements. Les Chinois disent eux-mêmes que la modernisation du pays est un impératif absolu pour l'avenir du socialisme. Ils se sont fixés la fin du siècle comme échéance. Objectif ambitieux. Pour pouvoir gagner ce pari, la Chine a besoin de la paix : les destructions causées par une guerre retarderaient d'autant la modernisation du pays ; les fonds investis pour les nécessités de la défense nationale sont autant de possibilités en moins pour l'édification du pays.

Si une guerre venait à éclater prochainement, la Chine subirait de lourdes pertes, ses armements étant, dans l'ensemble, assez arriérés. A aucun point de vue, elle

n'a donc un quelconque intérêt à la guerre. Ses intérêts les plus profonds la poussent à agir pour le maintien de la paix. Le plus longtemps possible.

Certains diront peut-être que la modernisation de la Chine la conduira à devenir hégémoniste ; que si elle ne l'est pas aujourd'hui c'est faute de pouvoir l'être. Jugeons donc sur ce qui se fait aujourd'hui. Les dirigeants d'un pays comme le Vietnam ont choisi quant à eux une toute autre voie. Au lendemain de la guerre d'agression américaine, au lieu de tourner les énergies du pays vers son édification économique, ils les ont utilisées pour envahir le Laos et le Cambodge, afin d'y prendre entre autre le riz qui leur manque. La Chine, elle, lutte pour se moderniser sans dominer d'autres pays.

obsédée par l'URSS ?

Durant longtemps, la Chine a entretenu de bonnes relations avec l'URSS. Dans une récente interview publiée par le *Nouvel Observateur*, Teng Hsiao Ping rappelait ceci : « *Khrouchtchev nous a fait du mal alors que Staline nous a aidés. Après la fondation de la République populaire, il nous a aidés à construire tous les complexes industriels qui servent toujours de base à l'économie chinoise. D'accord, il ne l'a pas fait gratis. D'accord nous avons dû payer ; mais il nous a aidés. Quand Khrouchtchev est arrivé au pouvoir, tout a changé. Il a dénoncé tous les accords entre la Chine et l'Union soviétique, tous les accords signés du temps de Staline. Des centaines de contrats.* ». La politique internationale chinoise n'est pas dictée par une sorte d'antisoviétisme viscéral, par une inimitié héritée de l'histoire. La Chine a eu à souffrir de la politique hégémoniste de l'URSS, qui s'est aggravée de plus en plus. Et c'est cela que la Chine combat.

Cela fait maintenant plus de dix ans que la Chine dénonce le caractère impérialiste de l'URSS. A t-elle exagéré ? En 1968, c'était la Tchécoslovaquie ; puis ce fut l'Angola ; puis la Corne de l'Afrique ; puis le Cambodge ; puis l'Afghanistan.

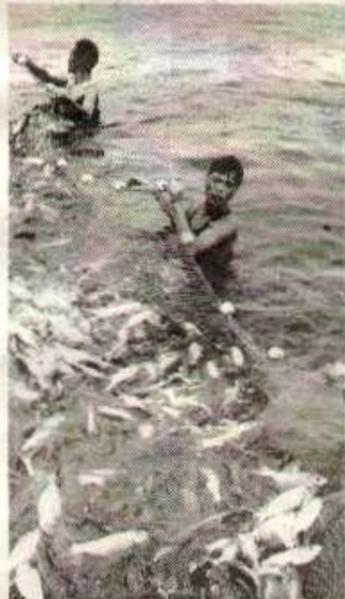
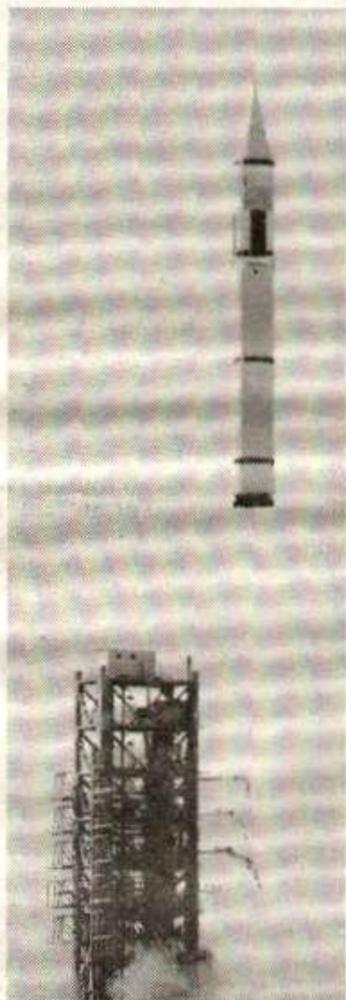
belliqueuse ?

Tandis que le Vietnam signait avec l'URSS un traité d'amitié et de coopération, adhérait au COMECON, puis au Pacte de Varsovie, les habitants du Vietnam d'origine chinoise étaient persécutés, des centaines de milliers d'entre eux durent s'enfuir, beaucoup moururent en mer. But : créer les conditions d'une guerre contre la Chine. De septembre 78 à février 79, 300 personnes seront tuées ou blessées par les troupes vietnamiennes, en territoire chinois.

En février 79, les troupes chinoises contre-attaquent. La Chine déclare : « *Nous ne prétendons pas avoir été dans le camp du Vietnam. Il fallait les aider et nous le referons chaque fois qu'un peuple se battra contre un envahisseur étranger.* ». Ce n'est pas la Chine qui a changé ; c'est l'agresseur d'hier qui est devenu l'agresseur d'aujourd'hui.

Deux guerres, deux politiques : toute la différence entre la légitime défense et l'agression. Qui menace qui ? La Chine qui n'a aucun soldat en dehors de ses frontières ou le Vietnam qui aujourd'hui, à partir du Cambodge occupé provoque des incidents de frontière avec la Thaïlande ? Un Vietnam où les bases militaires soviétiques ont pris la place des bases américaines.

Evoquant l'époque de la lutte anti-US, Teng Hsiao Ping déclarait récemment à une journaliste italienne : « *Nous, Chinois, nous ne regrettons absolument pas d'avoir été dans le camp du Vietnam. Il fallait les aider et nous le referons chaque fois qu'un peuple se battra contre un envahisseur étranger.* ». Ce n'est pas la Chine qui a changé ; c'est l'agresseur d'hier qui est devenu l'agresseur d'aujourd'hui.



Cambodge, Afghanistan : pour un juste règlement

« 1. Les agresseurs étrangers doivent, conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU, retirer immédiatement et inconditionnellement toutes leurs troupes de l'Afghanistan et du Kampuchea. C'est là le principe clé, la condition préalable à tout règlement ».

« 2. Il faut, après le retrait des troupes étrangères, laisser les peuples afghan et kampuchéan décider de leur propre destin, à l'abri de toute ingérence extérieure. La conférence des ministres des Affaires étrangères des pays islamiques, tenue en mai dernier, a adopté une résolution mettant l'accent sur « le respect du droit inaliénable du peuple afghan de décider lui-même de la forme de son gouvernement et de son système économique et social ». Il n'y a pas longtemps, le gouvernement du Kampuchea démocratique a fait remarquer qu'après le retrait des troupes étrangères du Kampuchea, « Le peuple kampuchéan choisira son propre gouvernement national par une élection générale libre, directe et au scrutin secret, et si nécessaire, sous la supervision du secrétaire général des Nations unies ou de son représentant ». Le gouvernement chinois appuie ces prises de positions ».

« 3. Il faut rétablir l'Afghanistan et le Kampuchea dans leur statut d'Etat indépendant et non aligné ».

« Après le règlement des problèmes afghan et kampuchéan suivant les trois principes susmentionnés, a dit Huang Hua, la Chine, soucieuse de sauvegarder l'indépendance de ces deux pays ainsi que la paix en Asie et dans le monde, est prête à souscrire avec les autres pays concernés à une garantie internationale selon laquelle le territoire de l'Afghanistan et le territoire du Kampuchea ne doivent être ni occupés, ni utilisés pour porter atteinte à l'indépendance et à la souveraineté des autres Etats situés dans les régions où se trouvent respectivement l'Afghanistan et le Kampuchea, et il ne doit y avoir aucune intervention, sous quelque forme que ce soit, dans les affaires intérieures de ces deux pays ».

Soutenir les peuples victimes d'agressions

« L'envoi par l'Union soviétique de troupes en Afghanistan et son soutien à l'invasion vietnamienne au Kampuchea ne sont nullement des événements « fortuits », mais des actions préméditées. Ce ne sont nullement des mesures « défensives », mais des actes offensifs et agressifs. Ce ne sont nullement des problèmes « locaux », mais des problèmes importants touchant à la situation d'ensemble du monde. La menace que constituent ces actions pour la paix mondiale et la sécurité de divers pays n'est pas « provisoire ». Au lieu de s'arrêter là, l'hégémonisme ne manquera pas de prendre le vent et de se lancer à la première occasion dans de nouvelles aventures, afin de réaliser ses objectifs stratégiques. Si les pays du Tiers Monde situés sur la voie de son expansion vers le sud peuvent en être les premières victimes, d'autres pays, y compris ceux d'Europe occidentale et le Japon, risquent aussi de se trouver confrontés à des menaces mortelles. Il serait difficile d'éviter une nouvelle catastrophe à l'échelle mondiale, si l'Union soviétique réussissait dans ses entreprises expansionnistes et parvenait à réaliser ses objectifs stratégiques d'ensemble ».

« Nous sommes d'avis que des contres-mesures doivent être prises sur tous les plans pour contrecarrer l'offensive stratégique lancée par l'hégémonisme, pour que celui-ci se heurte à une résistance opiniâtre partout où il se livre à l'expansion. Il ne suffit pas de condamner les agresseurs et de leur infliger des sanctions, il faut aussi adopter des mesures efficaces pour soutenir les peuples victimes de l'agression, car, en combattant pour l'indépendance et la liberté de leur patrie, ils luttent également pour la paix et la sécurité internationale. Tant que les pays du monde renforceront leur solidarité, coordonneront leurs actions et persisteront dans la lutte, il sera tout à fait possible de contenir les activités d'agression de l'hégémonisme, de bouleverser ses dispositions stratégiques globales et de l'empêcher de déclencher une guerre mondiale ».

(Discours de Huang Hua, chef de la délégation chinoise à l'ONU, le 24 septembre)

NEO-NAZIS • APRES LES DELEGATIONS DU MRAP AUPRES DE BONNET ET PEYREFITTE-M^e RAPPAPORT FAIT LE POINT

Le 17 octobre, jugement doit être rendu dans le procès contre Fredriksen. Responsable de l'ex-FANE resuscitée sous le nom de *Faisceaux nationalistes européens*, il continue en toute liberté, avec ses comparses, à éditer sa presse nazie et à s'entraîner en forêt de Rambouillet pour de nouvelles exactions.

Me Rappaport, avocat du MRAP, partie civile dans le procès Fredriksen, rencontrait le ministre Bonnet au lendemain de l'attentat de la rue Copernic. Lundi 13, il rencontrait le Garde des Sceaux, Peyrefitte, dans le cadre d'une délégation du MRAP. Il a bien voulu nous faire part du contenu de ces rencontres.

■ Peux-tu nous dire quel a été pour l'essentiel le contenu de la rencontre avec le ministre de l'Intérieur?

On lui a fait observer que plusieurs fois dans des déclarations publiques, notamment au *Matin*, début juillet, et à TF 1 le 25 août, il avait insisté sur le fait que, en ce qui concerne les groupes néo-nazis en France, ce qui importait surtout, c'était de ne pas leur faire de publicité et il avait reproché à la presse de le faire.

On lui a fait remarquer que nous avions attiré l'attention sur le danger depuis longtemps déjà, avant que la presse dans son ensemble ne s'en saisisse et que le silence de la presse n'ait pas empêché la recrudescence de l'activité de ces groupes; que c'était donc en fait cette recrudescence qui avait alerté l'opinion publique.

Nous avons ajouté que par ailleurs les faits ont démenti ses propos (nous le rencontrons au lendemain de l'attentat de Copernic) et qu'il y avait eu là une sous-estimation grave et préoccupante de la part du pouvoir.

Par ailleurs, nous nous sommes étonnés que seul soit poursuivi Fredriksen, alors que d'autres responsables de la FANE bien connus auraient pu être dans le champ des poursuites. Nous avons fait valoir l'idéologie diffusée, le type d'actions revendiquées (attentats...), les liens internationaux.

Ce qui nous a surpris, c'est qu'on avait l'air de lui apprendre un certain nombre de choses. Je lui ai fait observer que je paraissais en savoir plus que lui; je n'ai pas été démenti sur ce point...

Le ministre Bonnet a indiqué que pour mieux lutter, il lui paraissait nécessaire de doter l'arsenal juridique répressif de dispositions complémentaires et que c'était l'un des objectifs de la loi Peyrefitte.

Nous avons dit que, de notre point de vue, il y avait tout ce qu'il fallait, dans la législation actuelle, pour agir, à la condition qu'on le veuille, qu'on y soit déterminé. Déjà alors, nous nous sommes inquiétés de ce qui n'était encore qu'officieux: la saisine de la Cour de sûreté de l'Etat, qui ne nous paraît pas nécessaire et présente pour nous le très grave inconvénient d'empêcher la constitution de parties civiles et leur accès aux dossiers.

■ Et l'audience d'hier avec Peyrefitte?

Nous avons depuis longtemps demandé audience au ministre de la Justice. C'est ce lundi que nous l'avons rencontré. La délégation comportait le président et le secrétaire général du MRAP (MM. Gremy et Albert Lévy) et plusieurs avocats (George Pau Langevin, Imbergli, Francis et moi-même). Le débat a porté sur trois ques-

tions:

- le fait que les numéros de *Nouvelle Europe* parus depuis juillet ne font pas l'objet de poursuites. On nous a promis de nous fixer très prochainement à ce sujet.

Le ministre a affirmé que cette initiative ne provenait pas de chez lui;

- nous souhaitons voir combler une lacune de la loi de 1972 qui ne prévoit pas d'incrimination particulière pour violence d'origine raciale ni donc de possibilité d'intervention des associations qui agissent contre le racisme à l'occasion de violence de ce type. Il nous a été répondu que la question allait être examinée;

- enfin, nous nous sommes inquiétés de la légalisation de la détention de travailleurs immigrés en voie d'expulsion (légalisation de pratiques administratives antérieures du type d'Aranc (*) à Marseille).

Le ministre a maintenu son point de vue à ce sujet et qu'il poursuivait dans cette voie.

■ Quelle est ton opinion à l'issue de ces deux rencontres?

Sans grossir l'influence des groupes fascistes et néo-nazis dans la société française, je considère que nous n'avons pas à faire à quelques hurluberlus mais bel et bien à des gens dangereux, organisés à l'échelle nationale et internationale, et con-

tre lesquels la lutte n'a pas été menée avec la détermination nécessaire de la part des pouvoirs publics qui portent à cet égard une lourde responsabilité. Bien sûr, le ministre de l'Intérieur comme celui de la Justice s'en sont défendus, arguant de la difficulté d'identifier les coupables, etc. Or, plusieurs attentats ont par exemple été expressément revendiqués par la FANE sans que des poursuites soient ouvertes! Là-dessus, leurs réponses ont été évasives...

De même, la politique menée par le pouvoir et l'idéologie entretenue à l'égard des immigrés constituent une source de difficultés, de dangers pour eux, un terrain favorable aux activités des groupes fascistes.

Depuis longtemps, nous dénonçons le danger: les faits nous ont donné raison.

Il faut maintenant que les pouvoirs publics agissent, mais pour cela, la mobilisation massive de la population, comme nous avons pu la voir après Copernic, pèse d'un poids essentiel.



(*) A Aranc, quartier de Marseille, la police détenait, sans que la justice ait eu à en juger, des immigrés que l'administration se proposait d'expulser. Cette affaire dans laquelle était en cause l'autorité préfectorale, suscita de très vives réactions à l'époque.



Jaudi soir Montreuil-Balard. Je devais être en train de bouquiner, installé sur un petit strapontin de skaï RATP. Quand brusquement, la torpeur dodelinante de la rame est rompue. Je n'ai rien vu, seulement deviné. Un bruit, un changement d'atmosphère. A ma droite, en position de combat, deux grands gosses, le style belle gueule, bien baraqués, bien arrogants. L'homme qui se trouve face à eux, à ma gauche, est noir. Noir et frémissant de colère. L'histoire, vous la connaissez. D'abord, on bouscule le négro dans l'escalier du métro. Ce salaud-là proteste au lieu de demander pardon. Alors, on le lâche pas, on le provoque.

Dans les yeux, la haine s'est allumée au lieu du mépris écœuré qu'on sert d'habitude à ces fumiers de bougnoules. Mais, voilà, changement de scénario. Le coup, c'est l'immigré humilié qui l'a donné. Publiquement. « Ils veulent me boxer. J'ai pas peur et pour ce qui est d'être noir, j'en suis fier ».

Station suivante, le métro est reparti, abandonnant sur un quai désert deux minables. Dans le wagon, tout le monde avait pris fait et cause pour l'étranger. C'était deux jours après la manif antifasciste de Paris.

A bâtons rompus

Par Pierre Marceau

Ceux qui ont présenté en son temps le Programme commun comme une panacée étaient des « opportunistes ». Ceux qui ont cru à la même époque que le PS était autre chose qu'un parti social-démocrate étaient des « naïfs ». Et ceux qui parlaient de démocratie avancée au lieu de révolution « avaient tort ». Mon propos n'est pas de répéter ici ce que nous écrivions (en des termes autrement moins schématiques) il y a quelques années. Non, je ne fais que paraphraser les jugements formulés par le président du groupe parlementaire du PCF, Robert Ballanger, dans une interview que publiait *Le Monde* de vendredi.

S'agissant des dirigeants du PCF, l'opinion sévère du camarade Ballanger mérite cependant d'être nuancée. Car si l'on peut s'accorder rapidement sur le fait que Marchais est un opportuniste (ne chipotons pas sur les mots opportuniste, révisionnisme, c'est la même farine), quant à dire qu'il a tort, pourquoi donc existerions-nous s'il n'en était pas ainsi?

Mais quand Ballanger veut nous présenter Marchais dans le rôle du naïf de service, là on ne suit plus. Ballanger, tu nous prends pour des caves!

LA RESPONSABILITE INDENIABLE DU POUVOIR

Depuis une semaine, bien des hypothèses ont été émises sur l'origine de l'attentat criminel de la rue Copernic. Mais, quoi qu'il en soit, la responsabilité du pouvoir reste d'avoir laissé se développer en France l'activité de groupes néo-nazis, d'avoir laissé impunis des attentats racistes, d'avoir laissé se créer un climat propice à l'attentat de la rue Copernic. On nous dit actuellement que l'auteur de l'attentat serait chypriote... Mais les auteurs des attentats contre la librairie *Le Phénix*, contre le MRAP, contre l'appartement d'Henri Noguères, attentats qui auraient pu eux aussi causer des victimes, étaient-ils eux aussi chypriotes? Et ceux de l'attentat qui a fait un mort à Marseille? Et ceux des agressions racistes en Seine-St-Denis?

Non, le gouvernement ne pourra pas s'en tirer à si bon compte.

LE NEO-NAZI CORRIGÉ



On ne fait pas impunément l'apologie du nazisme; on ne se livre pas impunément à des attentats racistes et fascistes. Fredriksen vient d'en faire l'expérience, en dépit de la complaisance que la justice lui témoigne.

SOUTENIR COLETTE MEYNARD. SOUTENIR LES EMPRISONNES CORSES

Provocation ? Non ! Si Colette Meynard est aujourd'hui détenue à Fleury-Mérogis pour maintenant un peu moins de deux ans et demi, c'est parce qu'avec courage elle a défendu ses convictions syndicales et politiques.

Responsable départementale de l'enfance inadaptée du SGEN-CFDT 93, elle a soutenu jusque devant la Cour de sûreté de l'Etat, elle affirme jusque dans sa cellule qu'elle soutient la lutte du peuple corse contre son oppression. Il n'y a

rien de scandaleux à dire qu'il y a un problème corse, qui correspond à un problème politique, économique et social s'exprimant comme il l'entend, sans approuver par ailleurs tous ces moyens d'action. Elle revendique la dignité de défendre ses opinions.

Soutenir Colette, et lutter pour sa libération c'est bien affirmer et démontrer qu'elle n'est qu'une victime parmi 150 de la répression contre le peuple corse, c'est mieux.

à la librairie *Les herbes sauvages*, 70, rue de Belleville 75020 Paris, 3 F chaque ou 10 F les cinq.

MOBILISATION JURIDIQUE ET POLITIQUE

Par ailleurs, le SGEN, tout d'abord, puis le SGEN/CFDT et la FEN 93 ont édité également une carte postale relevant que Colette a été condamnée en absence de faits réels, que la Cour de sûreté de l'Etat a été utilisée pour sanctionner des délits d'opinion et que le problème de la Corse ne se résoud pas par la répression. Lors du procès de Colette, il était évident que la Cour de sûreté de l'Etat n'avait rien à faire des faits - qui n'existaient pas du reste - qu'ils poursuivaient un a priori.

Elle fut arrêtée derechef, juste après le procès, déclarée terroriste et dangereuse, troublant l'ordre public, par le président, alors qu'il ne disposait d'aucun argument. Le SGEN a déposé un pourvoi en cassation. Il existe, en effet, un vis de forme dans l'arrêt de la Cour de sûreté de l'Etat. Elle a tenu compte de documents qu'elle n'avait pas produits (rapport Natal).

L'intérêt de ce pourvoi en cassation consiste à considérer le jugement de la Cour de sûreté de l'Etat comme suspensif, c'est-à-dire que Colette réintégrerait son statut avant son incarcération : en liberté provisoire.

Cependant la législation en matière de pourvoi en cassation suppose un changement d'avocat. Maître Waquet défendrait Colette à la place de Maître Pierrey. Or, Maître Waquet n'a toujours pas reçu le dossier. Il ne peut pas par conséquent déposer ses conclusions.

Donc, Colette, pour le moment est dans l'impossibilité de recouvrer sa liberté provisoire. Ensuite, le pourvoi en cassation constitué, la Cour de sûreté de l'Etat rejugera l'affaire de Colette. Il est à noter que ce pourvoi en cassation contre un arrêt de la Cour de sûreté de l'Etat est inédit.

Cette offensive juridique est manifestement utile, cependant, nous tous, concernés par la répression, conscients du rôle de la Cour de sûreté de l'Etat, de la répression contre les militants corses, nous pouvons appuyer cette démarche, créer un rapport de forces favorable à la libération de Colette et de tous les prisonniers corses.

Nathalie VILLOTIERS

Tous les précieux renseignements sur l'incarcération de Colette, la mobilisation pour sa libération, nous ont été fournis par Jocelyne Bac, responsable départementale du SGEN 93.

On peut se procurer les cartes postales éditées par le SGEN/CFDT 93 et la FEN 93 à la Bourse départementale du travail, Place de la Libération, 93000 Bobigny.



GISCARD A LILLE MAUROY ARROSE

Si les trottoirs de Lille étaient plutôt vides pour accueillir Giscard le 9 octobre dernier dans l'après-midi, c'est que la majorité des travailleurs du Nord avait préféré manifester son mécontentement dans la large et combative manifestation organisée par la CGT.

Partis de trois points de rassemblement différents, ce sont en effet plus de 8000 travailleurs de nombreuses villes du Nord qui se sont regroupés sur la place des Halles pour assister au meeting organisé par la CGT et manifester ensuite dans les quartiers populaires au cri de «Chômage ral'boi», «Union, action avec la CGT». Cette manifestation a prouvé la forte combativité et la volonté de lutte de la classe ouvrière de la région, sa capacité à se mobiliser pour rejeter les licenciements, la liquidation de secteurs entiers de l'industrie du Nord. Les nombreux échanges, les discussions animées ont consolidé la solidarité entre les travailleurs contre les attaques gouvernementales.

Tandis que les cortèges CGT rejoignaient le point central de rassemblement, un cortège de voitures décorées de calicots CFDT partait vers Roubaix, où était fixé le rassemblement de la CFDT. Les quelques centaines de militants et adhérents CFDT décidèrent ensuite de rejoindre le cortège de la CGT à Lille, qu'ils n'ont finalement pu rejoindre.

La séparation des deux cortèges syndicaux a sanctionné une fois de plus la politique de désunion des forces des travailleurs.

Les manifestants de Lille ont donc prouvé que les travailleurs de la région ne se laissent pas bercer par les promesses de Giscard venu «sauver la région» et qu'ils ne croient pas aux solutions du capitalisme. Où en sont les résultats des promesses d'embauche à Usinor Dunkerque qui devait procurer de nombreux emplois aux sidérurgistes de Denain? Où en est l'embauche dans le tertiaire, dans l'automobile qui devait résoudre le problème du chômage dans la région?

Au cours de ce voyage, Giscard d'Estaing a à nouveau tendu la main en direction du Parti socialiste, notamment à Arras où il a rendu hommage à Guy Mollet. L'accueil qu'il a reçu, en particulier de la part de Pierre Mauroy, lui a permis de dire : «J'ai rencontré dans le Nord des responsables politiques et économiques ouverts au dialogue républicain et au travail en commun». En somme, n'a-t-il pas retiré de son voyage l'espérance de pouvoir réaliser un jour son projet : rallier une partie du PS?

DEMANDE DE CONTACT

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
Prénom
Lieu de travail
Adresse
.....
Code postal

(A retourner à L'Humanité rouge - BP 201 - 75926 Paris Cedex 19)

AMNISTIE des prisonniers politiques corses



Dissolution de la Cour de Sûreté de l'Etat

Comité pour la libération des prisonniers politiques corses - 14 rue de Nanteuil Paris 13

Mardi 28 Octobre
18h55
Tribune libre FR3

Pierre BAUBY le candidat
Contre Giscard-Barre
Contre la guerre

Parti Communiste Marxiste-Léniniste

ABONNEMENT SPECIAL CONGRES

A l'occasion de la discussion préparatoire au 4^e Congrès du PCML un tarif spécial d'abonnement vous est proposé : 4 mois pour 50 francs (octobre, novembre, décembre, janvier) Abonnez-vous, abonnez vos amis !

S'abonner,
un moyen pratique pour avoir le journal

LA FEDERATION CGT DE LA METALLURGIE ET LA RESTRUCTURATION DU MACHINISME AGRICOLE



L'industrie du machinisme agricole est en plein redéploiement. Licenciements, aggravation des conditions de vie et de travail, lui sont irrémédiablement liés. Un plan est d'ores et déjà prêt pour l'automobile. Les estimations patronales évaluent le nombre de licenciements à 200 000. Une véritable provocation!

Différentes façon d'analyser ces restructurations traversent le mouvement syndical.

Se pose une nouvelle fois la définition des perspectives à donner aux luttes pour l'emploi qui vont se développer dans ces branches d'industrie.

LA FTM CGT ET LE REDEPLOIEMENT DE L'INDUSTRIE DU MACHINISME AGRICOLE

Réunis à Paris, les syndicats CGT du machinisme agricole se sont déclarés d'accord pour dire que la solution aux problèmes d'emploi consécutifs au redéploiement de cette industrie résidait dans l'adoption d'une toute autre orientation « qui permette le relèvement de l'industrie du matériel agricole sur des bases nationales ».

Cette nouvelle orientation devrait donner dans le domaine industriel « la priorité à l'indépendance nationale, soutenir le renforcement de Renault, seule grande entreprise nationale, sur le plan commercial, investissements et recherches notamment pour la mise au point d'un moteur français ».

Ces mesures seraient accompagnées conjointement d'une relance des investissements en France, d'une mise en place d'une politique d'expansion orientée vers le relèvement du revenu agricole moyen, et de la constitution d'un puissant secteur agro-alimentaire pour l'avenir. Enfin au plan international, l'instauration de rapports privilégiés avec les pays du Tiers Monde dans un esprit coopératif et d'adaptation à leurs besoins de types de production favoriserait les exportations.

En France, la production du matériel agricole est répartie entre différents groupes : Renault, IHF, Massey, John Deere... Ces différents groupes sont en concurrence

sur le marché international comme sur le marché intérieur qui tend à se réduire dans la période actuelle.

La réduction du marché intérieur pousse les petites et moyennes entreprises à s'engager sur le marché international de la machine agricole. Cela exige des moyens dont ces entreprises ne disposaient pas. Cela conduit inévitablement à une concentration de la production, et à la condamnation de certaines marques.

La conquête des marchés internationaux se faisant au prix d'une concurrence acharnée, nombre d'entreprises se restructurent pour augmenter leur productivité et se maintenir à la pointe du progrès technologique.

Première remarque : le maintien de l'emploi pourrait selon la FTM CGT, être assuré par le développement de l'industrie du machinisme agricole, dans le cadre national, si l'on prend Renault pour pièce maîtresse de cette industrie. En ne proposant aucune modification du système économique actuel, ces propositions acceptent le jeu de la concurrence et par voie de conséquence, la condamnation des autres entreprises fran-

çaises engagées dans cette fabrication. Or chacun sait où cela conduit : nouvelles restructurations, concentration, licenciements, etc... Cette façon de voir ne constitue donc pas une mesure qui protège les travailleurs des inévitables restructurations à venir.

Une autre remarque s'impose : le marché intérieur comme le marché international soumettront Renault à la loi de la concurrence avec John Deere par exemple ou avec d'autres constructeurs. Comme tout fleuron de l'impérialisme français, Renault adoptera toute mesure nécessaire pour accroître sa productivité et compte tenu des lois économiques, les travailleurs connaîtront : régression des salaires, licenciements, et aggravation des conditions de travail. Soulignons que les travailleurs en France employés par John Deere seront soumis dans les mêmes conditions aux mêmes effets.

Enfin, dernière remarque : en supposant que les travailleurs en France voient dans l'expansion de Renault, entreprise nationale, la solution aux problèmes d'emploi, quoi de plus logique

que les travailleurs allemands ou américains considèrent l'expansion de John Deere comme une solution aux mêmes problèmes d'emploi auxquels ils sont aussi confrontés. Cette réflexion qui découle de l'application à chaque pays des propositions de la FTM CGT, montre qu'une telle orientation conduit les travailleurs sur des positions chauvines, liant leurs intérêts à l'expansion des monopoles impérialistes de leur pays. On retrouve là, le fondement du consensus tant attendu par le patronat.

Cet ensemble de remarques montre qu'en réalité les propositions de la FTM CGT engage la classe ouvrière dans ce que les patrons eux-mêmes ont appelé « La guerre des tracteurs », dans laquelle les travailleurs n'ont rien à gagner. Le syndicat CGT de l'entreprise John Deere sent bien ce danger. Et l'on comprend pourquoi il appelle les travailleurs à rejeter tous les arguments patronaux qui tendent à opposer les ouvriers des différentes entreprises du machinisme agricole (cf HR No 1220).

Charles MALLOIRE

MUNCH NANCY : DECIDES A GARDER LEUR EMPLOI

Drapeaux rouges et banderoles CGT et CFDT flottent à l'entrée de l'usine. Une quinzaine d'ouvriers se réchauffent autour d'un vieux bidon transformé en brasero : Munch est occupé.

Munch, c'est une entreprise de chaudronnerie qui travaillait principalement pour la sidérurgie, l'EDF, le nucléaire et embauchait 523 personnes à Frouard, près de Nancy, et 150 à Hombourg en Moselle. Pour sauvegarder leur emploi, les travailleurs de Munch occupent l'usine et bloquent la production.

Les tracts et les banderoles l'affirment : l'entreprise est viable. Les ouvriers ajoutent : « La boîte est mal gérée ; 4 milliards de déficit ! »

Quand je suis allé les voir, il était question d'un rachat par la SARTEC. Tout de suite, ils m'expliquent les raisons de leur refus : « SARTEC licencierait 259 personnes. Et encore le personnel est réembauché par contrats de 3 mois. Comme ça, tu es à la merci du patron : tu plais pas, le contrat n'est pas renouvelé. Et puis avec des contrats, c'est idéal pour le patron pour licencier en douceur, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus personne. Il reprend les commandes et balance les ouvriers. En plus on perd les avantages acquis, ancienneté, primes... Par contre la SARTEC toucherait en subvention d'Etat une somme sup-

érieure à celle qu'elle apporte ».

90% du personnel s'est prononcé en assemblée générale contre cette solution qui pour eux n'en est pas une. Ce qu'ils veulent : le maintien de tous les emplois avec les avantages acquis.

Lorsque je les interroge sur les divisions confédérales, l'un d'entre eux répond : « Dans une action comme ici, ça ne compte pas ». Les autres, CGT et CFDT confondues, approuvent.

Quand je les quitte, ils s'apprentent à passer une nouvelle nuit dans l'usine, malgré le froid et les obligations familiales.

Depuis, le tribunal de Commerce a rendu sa décision : dépôt de bilan, reprise par la SARTEC qui exige des licenciements.

Invité à nouveau à se prononcer, le personnel a réaffirmé son exigence de mise en place d'un véritable plan de relance, assurant la réembauche de tous les salariés avec le maintien du statut actuel. La CGT et la CFDT ont élaboré, chacune séparément, des propositions industrielles allant dans ce sens. Espérons que les divergences contenues dans ces plans n'entraveront pas l'unité d'action dans la lutte contre les licenciements.

N'hésitez pas, vous aussi, allez voir les gars de chez Munch, discutez avec eux, apportez leur votre soutien.

Correspondant Nancy

BIDERMANN VENDEE ECHEC A BIG CHIEF

Fin juin, la direction de Big Chief (Bidermann) annonce 95 licenciements : 45 à La Caillière (sur 100) et 50 à La Roche-sur-Yon (sur 600). Parmi eux, 9 délégués, des pré-retraités et certains qui ont la parole trop facile (au gré de la direction).

Les syndicats CGT et CFDT écrivent au maire PS de La Roche-sur-Yon, celui-ci prend parti pour eux.

D'autres actions parallèles ont lieu : lettre à Madame Mialet, déléguée de la Vendée à la condition féminine qui dit son impuissance et les renvoie au directeur du travail et de la main d'œuvre. Celui-ci demande d'attendre la fin juillet (prétextant quelque occupation) - les congés sont en aout. On apprend que ce directeur s'entend bien avec le Chef de Big Chief.

Le 26 juillet, un tract intersyndical est distribué sur le marché et à l'entrée des grands magasins de la ville.

Fin juillet, lors d'un entretien d'une délégation du personnel avec l'inspection du travail, 70 salariés manifestent leur opposition aux licenciements (dont 4 hommes sur 50). Il y a un certain manque de mobilisation car tout le monde craint les sanctions.

La réunion du CE pour se prononcer sur les licenciements a lieu le 26 juillet (quelques lettres de licenciement seront adressées à la mi-septembre).

A ce moment, la liste

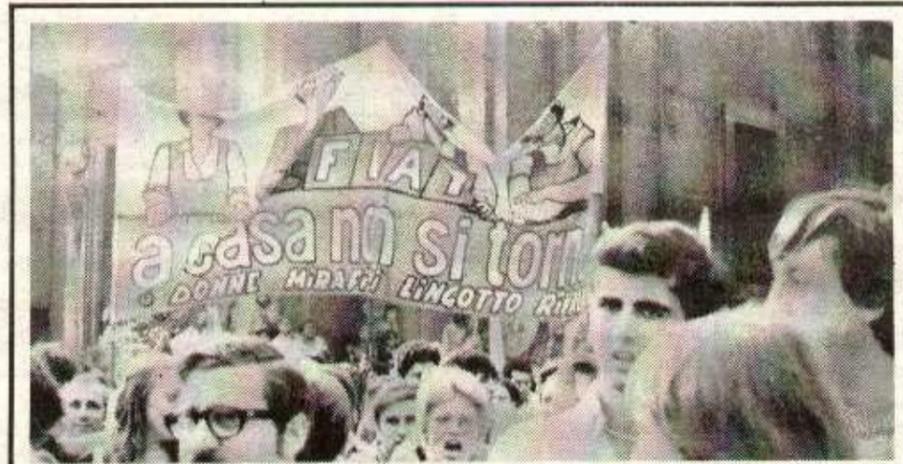
des futurs licenciés circule déjà auprès des chefs d'entreprise de La Roche-sur-Yon, les salariés ignorant les noms inscrits.

Le 26 septembre, les licenciements sont refusés par l'inspection du travail qui n'a pas trouvé, dans les arguments de Bidermann, de raison valable pour licencier. C'est une première victoire. Mais gageons que Bidermann trouvera de « bonnes raisons » pour arriver à ses fins (licenciements pour faute grave après trois avertissements, pré-retraite...).

Depuis la décision de l'inspection du travail, le travail commence à manquer aux chaînes alors qu'à d'autres postes il se fait encore des heures supplémentaires.

Le projet de Bidermann pour Big Chief est de transformer la production : travailler pour l'armée. A La Roche-sur-Yon ne restera que la coupe et le stockage, les 2/3 de la production seraient faits à l'étranger. Il est déjà bien implanté en dehors de la France : USA, Colombie, Budapest, Hong-Kong, Hanoi, Hongrie, Portugal, Maroc et l'on dit qu'il va implanter une usine à Shanghai. Un moyen bien connu pour avoir moins de charges (salaires inférieurs à ceux pratiqués en France) et faire des bénéfices.

Bidermann est un gagnant. Il ne restera pas sur un échec. Les salariés de Big Chief ont besoin de rester vigilants.



15 MILLIONS DE GREVISTES POUR LA FIAT

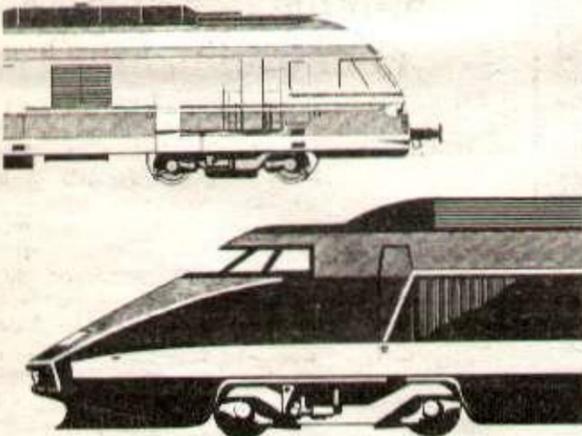
Cinq semaines de grève pour les travailleurs de la Fiat. Et la situation est toujours bloquée. La direction Agnelli qui menaçait de licencier 15 000 travailleurs, parle maintenant de mettre 23 000 de ses salariés au chômage jusqu'au 2 janvier. Vendredi 10 octobre, répondant massivement à l'appel des trois centrales syndicales italiennes, CGIL, CISL et UIL, 15 millions de travailleurs italiens ont fait quatre heures de grève, paralysant ainsi l'activité de tout le pays. Ils se sont rassemblés en immenses cortèges dans les principales villes, en particulier à Rome, Milan et Turin.

**SNCF MARSEILLE
ATTENTION**

**UN TRAIN A GRANDE VITESSE
PEUT CACHER AUTRE CHOSE**

La gare StCharles à Marseille avait revêtu ce vendredi 8 octobre un aspect surprenant pour tous ceux qui viennent gagner leur vie dans la métropole phocéenne. La moitié des quais est en effet occupée par « le salon du train ». Plantes vertes, guirlandes sur des locomotives étincelantes, grande musique dans les haut-parleurs. Rien n'y manque, et le TGV tient la vedette. En face ce n'est pas le même son de cloche et c'est un syndicaliste qui concurrence Beethoven au mégaphone. Les militants CGT et CFDT ont profité de l'occasion du salon du train pour rappeler la réalité des transports ferroviaires et les revendications des cheminots. Lors d'une conférence de presse, l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, FMC) a tenu à remettre la pendule à l'heure.

« Nous voulons une politique des transports qui ne désertifie pas certaines régions (...) des infrastructures existent, la SNCF les abandonne comme elle gaspille les compétences des cheminots (...) Les organisations syndicales des cheminots de la région de Marseille en désaccord avec cette politique (...) ont refusé l'invitation qui leur fut faite de participer à l'inauguration de ce salon. »



Ce salon du train n'est pas la première manifestation de « promotion » du rail dans la région : baptêmes de locomotives à Antibes, Miramas, Carpentras ; Portes ouvertes à Gap ; salon du train en Avignon.

Cet étalage de technologie, certes intéressant, ne peut cacher la réalité que connaissent les usagers quotidiens du train. Dans la région deux lignes viennent d'être supprimées : Draguignan-Les Arcs et Digne-Veynes.

« Que l'on construise une ligne pour le TGV, c'est bien, disent les cheminots, mais il ne faut pas que cela se traduise par l'abandon de toutes les lignes de liaison voyageurs ».

Dans une lettre au directeur de la région SNCF les syndicats font part de leur inquiétude.

« Tout particulièrement, celle qui concerne le rôle qui sera celui de la SNCF dans les prochaines années. (...) L'orientation donnée par les dirigeants de votre

entreprise et le gouvernement, ne peut qu'être contestée par les organisations syndicales. En effet, le rapport Guillaumat, concrétisé par le contrat d'entreprise, aboutira à une contraction du réseau ferré français ».

Ce fameux rapport Guillaumat déclare notamment que : « Pour les services péri-phériques-banlieue et les relations régionales, la maîtrise serait transférée à chaque établissement public régional ».

Ce transfert que signifie-t-il ?

Il a déjà été mis en application dans la région Nord-Pas-de-Calais et en Provence.

Le conseil régional finance l'achat de matériel destiné à la SNCF et particulièrement pour les liaisons banlieues, dites non rentables : 30 voitures vont être payées à 25% par les impôts locaux. Le conseil régional a contribué aussi à la remise en état de la ligne Digne-Nice. Mieux, la SNCF refusant d'en faire les frais, c'est la municipalité qui a financé l'autorail de la ligne Cannes-Ranguin.

Les voyageurs payent ainsi trois fois leur voyage : le billet, les impôts directs et les impôts locaux. Ne vous étonnez pas ensuite si vous entendez que Raymond Barre n'augmentera pas les impôts cette année, il transfère

toutes les charges aux régions, départements et communes. Et il ne faut pas compter sur la « résistance » des élus régionaux du PS, leur seule trouvaille est de faire un référendum sur la couleur des sièges des prochains wagons en service.

Aujourd'hui ce matériel de différentes provenances est conduit et entretenu par les cheminots de la SNCF. Mais demain, en 1982, n'est-ce pas la porte ouverte à la constitution de sociétés indépendantes qui gèreraient le réseau banlieue laissant les grandes lignes voyageurs et le trafic des marchandises à d'autres sociétés ? C'en serait alors fini du statut unique des cheminots. Face à cela l'intersyndicale des cheminots a mis sur pied un plan pour les transports collectifs dans le triangle Mari-gnan-Aubagne. Il peut constituer une base d'unité entre usagers et cheminots pour de meilleurs transports, pour le maintien de l'emploi et du statut des cheminots.

Hervé DASTAR

Talbot : le premier choc



Peugeot absorbe toutes les usines Talbot qui deviennent un « département » de Peugeot : après l'accord Peugeot-Chrysler d'août 1978, c'est une nouvelle étape dans la restructuration et la concentration dans l'automobile.

Annoncée d'abord fin septembre à la presse par M. Parayre, le président de Peugeot SA, cette nouvelle étape est lourde de conséquences pour les travailleurs de Talbot, conséquences qui leur ont été exposées sans tarder lors des réunions de comité central d'entreprise et comité d'établissement.

C'est pour les faire connaître que le syndicat CGT de Talbot-Simca Poissy tenait ce mardi 14 octobre une conférence de presse, au local de l'UL CGT de Poissy, en présence d'un responsable de l'Union départementale CGT des Yvelines et avec la participation d'une dizaine de militants dont plusieurs travailleurs immigrés. Pour faire connaître aussi sa volonté de ne pas laisser faire, sa volonté que les travailleurs ne fassent pas « à nouveau les frais d'une restructuration contraire à leurs intérêts », ainsi que les premières initiatives qu'il compte prendre.

Bataille difficile contre les nombreux licenciements annoncés, contre la dégradation des conditions de travail par l'augmentation dangereuse des cadences, contre la dégradation du pouvoir d'achat rogné par le chômage technique, la suppression d'acquis antérieurs, etc.

Bataille qui s'engage dans un climat de répression très

dure dont les immigrés et les militants de la CGT sont les cibles privilégiées.

Talbot (ex-Simca-Chrysler), à Poissy, c'était encore au 29 juin 1980, 23 040 salariés. Encore, parce qu'en 1977 ils étaient plus de 26 000 et avec ce que promet la direction, ce sera bien moins d'ici peu. Il est déjà prévu le licenciement économique de 1 550 travailleurs de 56 ans et 2 mois. De même, l'intégration des différents services administratifs et commerciaux de Talbot dans ceux de Peugeot conduira à la suppression de milliers d'emplois, à Poissy et là où se trouvent des usines Talbot. Au niveau production, le passage de la chaîne moteur en équipe normale (au lieu des 2x9) ainsi que le « CKD », laisse présager de l'avenir (sans parler de la perte de salaire qui, au bout

de 400 à 500,00 F) !

Pour l'heure, toute la maîtrise est mobilisée. Le moindre prétexte est bon pour sanctionner. Et à Talbot, une demande de sanction, c'est le plus souvent une procédure de licenciement, au minimum une mise à pied.

On va rechercher dans les fichiers informatiques la moindre absence, le moindre retard. Même un an après, il faut justifier.

Les exemples, les témoignages des travailleurs présents fourmillent. Il y a le cas de ces billets collectifs fournis aux immigrés par les bons soins de la CSL (ex-CFT) par exemple, pour le départ en congé. Ils étaient valables la veille de la fin du travail. Au retour, les « bénéficiaires » ont été sommés de justifier et on leur a fait signer une demande de sanction.

chômage technique : 19 jours à Poissy d'ici le 2 janvier (5 en octobre, 6 en novembre, 7 en décembre, plus le 2 janvier). Mais la cadence, elle, augmente toujours.

Bien sûr, être isolé face à de telles pressions, de telles conditions, c'est intenable. Actuellement, la CGT enregistre des adhésions, ce qui confirme certes ce qu'avaient déjà montré les élections professionnelles de cette année, les premières dans des conditions à peu près (très à peu près) normales (il a fallu des années pour obtenir ces conditions !). Cela confirme aussi la volonté de résister.

Une volonté qu'a montrée l'action des caristes récemment : après une période de chômage technique, on leur demandait de travailler jusqu'à des 2h du matin ; ils ont débrayé. La direction a répondu par la répression en en licenciant 17 et a fait appel du jugement qui lui ordonnait de les réintégrer.

Bien sûr, Talbot, c'est aussi des usines en Grande-Bretagne, en Espagne ; c'est aussi Peugeot maintenant, l'un des deux géants de l'automobile en France. Poissy, c'est un morceau de l'ensemble peut-être particulièrement frappé aujourd'hui. Et les restructurations ont déjà jeté sur le pavé des dizaines de milliers de travailleurs aux Etats-Unis, en Angleterre. Les prévisions en Europe sont aussi de plusieurs dizaines, voire centaines de milliers de licenciements. Face aux géants qui les frappent, les travailleurs de l'automobile n'ont-ils pas intérêt à se serrer les coudes par-delà les frontières ? A cette question, les syndicalistes CGT de Poissy répondent oui. Mais c'est bien sûr la fédération qui a les clés à ce niveau là. Pour les militants de Poissy, il s'agit d'envisager les choses avec les autres usines Talbot : ils s'y emploient et pour l'étranger, ils doivent rencontrer cette semaine les TUC anglais et les Commissions ouvrières espagnoles.

A Poissy et dans la région, ils engagent une vaste campagne de pétition à Talbot compris. Ils entendent apporter leur participation aux actions comme le rassemblement du 10 octobre ou celui du 18 bientôt à St Etienne, et qui ne sont que des étapes. Ils entendent aussi multiplier les actions dans leur usine : « La seule chance — concluent-ils — c'est la lutte des travailleurs ».

Gilles CARPENTIER

LE 10 OCTOBRE DANS LA RUE

On était bien loin des manifs enterrement de 78, ce 10 octobre à Paris. La rue de la Convention, puis à sa suite celle de la Croix-Nivert jusqu'à la Porte de Versailles ont résonné longuement sous les mots d'ordre des manifestants. A la grande surprise des riverains peu habitués à ce genre de démonstration, les travailleurs CGT de l'automobile criaient leur colère.

Ils étaient là, plusieurs milliers, trempés de pluie sous leurs banderoles, leurs casquettes, avec leurs badges multicolores, venus de tous les coins de la France à l'appel de la CGT pour exiger le maintien de l'emploi dans l'automobile et appeler à la mobilisation dans toutes les entreprises. On y voyait côte à côte, ceux de Renault,

de Talbot, de Peugeot, de RVI... Tous derrière les mêmes mots d'ordre : « Dans l'auto, le danger, c'est pas les Japonais, c'est l'austérité », pour scander leur marche. Ou encore : « Barre c'est la misère, faut pas se laisser faire, il faut lutter avec la CGT », « Giscard c'est le chômage, Giscard c'est le bradage, lutter c'est renforcer... la CGT ! ».

Après un défilé de près d'une heure, André Sainjon pour la Fédération métallurgie, et René Lomet pour la confédération, clôturèrent la journée, la pluie redoublant de force.

Rapidement les délégations s'égaillaient dans le salon de l'auto, on venait de leur distribuer des billets d'entrée. Après l'effort, le réconfort.

Pour les immigrés, tout est bon. On cherche à les écarter. Les gens de la CSL et de la CAT (syndicat autonome) les « travaillent au corps » dans la boîte, mais aussi dans les foyers où ils sont logés, à Beauregard, à la Coudray. Ce sont des pressions incessantes, des provocations. Et les immigrés constituent la grande majorité des productifs.

Si 50 travailleurs ont récemment déchiré leur carte de la CSL ou de la CAT, ce n'est pas un hasard !

Un autre moyen pour forcer le départ, aboutir à la sanction et au licenciement individuel (car tel est bien évidemment le but), la mutation est sans doute l'arme principale. Sur un autre poste, on ne tient pas la cadence...

Il faut dire que la cadence, elle, croît sans cesse. Un cariste explique qu'il est impossible de respecter les règles de sécurité pour tenir la cadence. Les départs ne sont pas remplacés ; la baisse de production se traduit par du

Alors que BIS double son chiffre d'affaire en 3 ans ...

Le travail temporaire n'a pas toujours eu l'ampleur qu'on lui connaît aujourd'hui. Nous gardons le souvenir d'un marché du travail temporaire, artisanal, offrant essentiellement des emplois de bureau, diffusant par milliers des brochures publicitaires s'adressant surtout aux travailleurs de plus de 45 ans, à ceux de santé déficiente, aux mères de famille désireuses de renouer avec une activité professionnelle, aux anciens détenus. Le travail intérimaire a connu une transformation totale depuis ses premiers balbutiements.

A présent, leurs services ne se limitent plus à la seule branche administrative, mais s'étendent aux professions médicales, commerciales et surtout à l'industrie. Partout les entreprises de travail intérimaire érigent leurs antennes : en 1975, il existe 1104 entreprises de travail temporaire et 2195 agences, en 76, 1280 entreprises et 2622 agences, en 77, 1423 entreprises et 3000 agences ; Ce développement est particulièrement net dans les zones industrialisées, ainsi de 74 à 75, le nombre de boîtes d'intérim est passée de 629 à 940 dans la région parisienne, de 186 à 292 dans la région Rhône-Alpes, de 121 à 168 en Provence-Côte-d'Azur. On comprend alors d'autant mieux le chiffre toujours plus élevé de travailleurs transitant par l'intérim, 80 000 en 74, 150 000 en 75, un million en 78.

Main d'œuvre passagère, isolée, peu coûteuse, les travailleurs intérimaires sont de plus en plus sollicités, en 76 plus de 54% d'entreprises de plus de 500 salariés y avaient recours, dont 21% dans la transformation des métaux, dont 23% dans la chaussure et l'habillement, 14% dans le bâtiment et les travaux publics, 19% dans les services aux entreprises.

Parallèlement le chiffre d'affaires des entreprises de travail temporaire ne cesse de gonfler : BIS, née le 20 mars 54, faisait 336 millions en 72, 455 en 73, 516 en 74, 484 en 75, 728 en 76 et... 970 millions en 78 ; ECCO, née le 4 mars 64, réalisait 105 millions de chiffre d'affaires en 72, 175 en 73, 210 en 74, 206 en 75, 389 en 76 et 598 en 78 ; Manpower-France atteignait 180 millions de chiffre d'affaires en 75, 350 en 76 et 570 en 78. A elles seules, ces trois sociétés intérimaires concentrent de 25 à 30% du marché.

... 30% des intérimaires sont payés au SMIC

La loi du 3 janvier 72, statuant sur les entreprises de travail temporaire, transforme de fait les intérimaires en hors statut, dépendant juridiquement et pécuniairement des intérim et professionnellement des boîtes, ils sont assis entre deux chaises.

Qui sont-ils ? Ils sont un million à être passés par l'intérim en 78. 55% d'entre eux sont des jeunes de moins de 25 ans, 2 travailleurs sur 3 sont des ouvriers, 60% sont sans qualification. Seulement 10 à 25% sont embauchés définitivement à la fin d'une de leurs missions, pour l'immense majorité le cycle infernal reprend : fin de mission, attente, réembauche.

Occupés à des tâches ingrates, isolés des autres travailleurs, peu rémunérés, 8% de la population active gagne le SMIC, mais 30% des intérimaires sont smicards. De plus leurs salaires sont gonflés artificiellement par les congés payés, 8,33% ou 9,02%, par les indemnités de précarité d'emploi (4% minimum). Ils n'ont pas droit au 13e mois, aux primes de productivité, de bilan, de panier, de salissure. La loi leur garantit le paiement du 1er mai, pour les autres ponts ou jours fériés, le règlement se fait à la tête du client. En général, ils ne bénéficient pas des tickets restaurant, et rares sont les entreprises de travail temporaire qui indemnisent leurs employés pour les frais de restaurant. Ils n'ont pas droit aux œuvres sociales du comité d'entreprise, colis de fin d'année, colonie de vacances, voyages organisés. Lorsqu'ils sont en arrêts maladie, ils ne sont pas payés, mais risquent en plus de perdre leur mission. La loi ne prévoit pas de droits syndicaux sur le lieu du travail. Toute fin de mission est considérée comme licenciement, de ce fait la législation sur les congédiements ne favorise pas les intérimaires : un travailleur permanent, pour ouvrir ses droits à l'aide publique et aux Assedic, doit avoir travaillé au moins 500 heures dans les 12 mois précédant le chômage, d'autre part les décisions de l'aide publique et de l'Assedic sont indépendantes ; un travailleur intérimaire, afin de toucher l'aide publique et les Assedic, doit justifier avoir travaillé 1000 heures au moins, ou 150 jours dans les 12 mois précédant l'inscription au chômage, par ailleurs la décision de l'Assedic est subordonnée à l'accord de l'aide publique.

Les 10% de travailleurs temporaires embauchés dans le bâtiment n'ont pas droit aux indemnités en cas d'intempéries, enfin leur taux d'accident du travail est deux fois supérieur à celui des autres salariés !

INTERIMAIRES : MAIN D'OEUVRE KLEENEX

Main d'œuvre kleenex, on loue et on jette. A côté des vacataires, auxiliaires, pactes nationaux et autres apprentis-sages, ils forment les légions des hors statuts.

Travailleurs précaires, ils se distinguent des autres, ce n'est pas un pou qu'ils nourrissent mais deux : le patron et l'entreprise d'intérim.

Embauchés sans garantie, débauchés sans condition, déqualifiés selon la demande, ils n'ont qu'une garantie, celle du chômage partiel assuré.

Côté Manpower, Bis ou Ecco, la crise a été accueillie comme une aubaine. Pensez ce sont eux qui ont inventé la machine à convertir le taux de chômage en taux de profit...

Nathalie VILLOTIERS



L'intérim ça sert à ...

Comment expliquer que les entreprises de travail intérimaires aient pu quadriller le marché de l'emploi ?

L'implantation des antennes intérimaires, le nombre de travailleurs y transitant effectuent un bond à partir de 1974-1975, à partir donc de la crise économique.

... restructurer

Ainsi des milliers d'intérimaires travaillent dans des secteurs en pleine restructuration : la machine-outil, les chantiers navals, l'aéronautique. Ils maintiennent la production dans les délais existant auparavant, la clientèle est satisfaite, les patrons également. Puis au moment de restructurer, au lieu de licencier la totalité de ses ouvriers et d'être obligés de les indemniser, le patron met fin à la mission des intérimaires employés sans rien leur verser. Un des signes avant-coureurs de dégraissage des effectifs est l'embauche ou la débauche des intérimaires.

Les avantages offerts par l'emploi des intérimaires sont multiples : bien souvent leur production est supérieure, des heures supplémentaires sont transformées en heures normales ou, comme à Renault, les intérimaires sont placés en début de chaîne. Ignorant les rythmes de travail, ils accablent les cadencés.

62 % des patrons de grandes et moyen-

nes entreprises et 52 % des patrons de petites boîtes interrogés affirmaient à l'occasion d'un sondage que la productivité des intérimaires était dans l'ensemble supérieure à celle des autres travailleurs.

L'embauche de travailleurs temporaires permet aussi aux patrons de faire face aux variations saisonnières, à l'absentéisme, à résoudre des problèmes permanents de recrutement à peu de frais ou à des dépenses ponctuelles.

... produire autant et moins cher

La fédération parisienne du bâtiment a calculé les montants globaux des charges sociales - dont les congés payés - : elles font 80 % pour un travailleur permanent et 53,50 % pour un intérimaire.

Jacky, 19 ans, câbleur dans une filiale de l'Alsthom, employé par Greys-intérim de Mâcon, effectue le boulot d'un P 1, mais est payé 500 F de moins que les ouvriers stables. Ni bleu, ni blouse ne lui ont été fournis, par contre 85 F lui ont été retirés pour les chaussures de sécurité obligatoires.

Lorsque les grands chantiers, centrales nucléaires, train à grande vitesse ou auto-toute s'ouvrent, comme par hasard on voit fleurir des boîtes d'intérim, qui disparaissent à la fin du chantier. En 1978, 783 entreprises de travail temporaire se sont ainsi épanouies, 461 ont disparu. Lors des

travaux de la centrale de Dampierre, 2 000 salariés permanents se mêlaient à 2 000 intérimaires.

... détourner les lois sociales

Appel d'offres à une entreprise temporaire, bénéfique net pour le patron et pas seulement sur le plan économique. En soustrait le nettoyage, le gardiennage, la cantine, le parc automobile, la gestion, la comptabilité, le patron multiplie d'autant les différents statuts juridiques de ses employés, alors divisés. Le fin du fin réside dans la création d'une filiale d'intérim par l'entreprise elle-même : à Sanguinet, dans les Landes, Dassault avait forgé de toutes pièces une société d'intérim ayant exclusivement Dassault comme client.

Le patronat place également des intérimaires dans un atelier pour y casser l'unité. C'est le cas à Renault dans le département où l'action syndicale est la mieux organisée. On y compte une forte proportion d'intérimaires. Mieux encore, Peugeot utilise carrément des intérimaires flics, toujours les mêmes, recrutés dans les agences SITER, ITEL, NOTA.

« Au-delà de 10 salariés, l'entrepreneur voit s'abattre sur lui toutes les conséquences des lois sociales et il se garde bien d'augmenter ses effectifs d'une manière visible. Il embauche des intérimaires » déclarait Michel Cluzel, entrepreneur de chauff-

page, dans *Le Moniteur du bâtiment*. En effet, passé un certain seuil d'employés, le patron est obligé d'accepter des délégués du personnel, syndicaux, des conseils d'établissement. Or ce décompte exclut les intérimaires.

L'introduction de travailleurs temporaires permet au patron de détourner les lois sociales. Néanmoins, des limites comme le statut des intérimaires bloquent leur champ d'action. Ils les transgressent alors, sans vergogne. Lors de la grève des nettoyeurs de la tour EDF, à Issy-les-Moulineaux, le patron a invoqué le motif de « travaux urgents pour sauvegarder la sécurité du personnel permanent ». En fait, pour justifier l'embauche des temporaires. Ces fameux travaux urgents consistaient à vider les corbeilles et sacs de papier dont la présence augmentait « les risques d'incendie » !

Par nature, le travail temporaire est provisoire et pourtant Thomson emploie des centaines d'intérimaires depuis plusieurs années. BIS avait affecté pendant quatre ans une travailleuse temporaire à l'ORTF.

Il existe même des entreprises de travail temporaire qui interdisent à leurs employés de faire grève : « Les intérimaires qui suivront une grève seront renvoyés immédiatement, sans indemnité, ni remboursement des frais de transport » ou mettent fin à la mission d'un intérimaire pour activités syndicales comme ECCO en 1975, ou diffusent comme ECCO les noms des intérimaires à ne pas employer en raison de leurs opinions syndicales ou politiques.

Monsieur Pierre Bernard Cousté, député RPR du Rhône, était chargé par Barre de réaliser une étude sur le travail temporaire. Ramis au premier ministre en juin 1979, le rapport de ce perspicace parlementaire contient quelques conclusions édifiantes. Jugez sur pièce.

(...)
Ainsi la recherche de l'optimisation des frais de personnel conduit-elle les entreprises à réduire autant que faire se peut le noyau stable des salariés permanents en reportant sur les sous-traitants de service des activités non essentielles à l'entreprise, et en utilisant en périphérie, sur des postes non essentiels, ces salariés d'appoint qui constituent les travailleurs temporaires.

(...)
Ainsi, le recours au travail temporaire s'inscrit-il dans une politique d'ensemble des entreprises qui vise à leur permettre la flexibilité nécessaire. Il est un des outils de gestion qu'elles peuvent utiliser, avec des contrats à durée déterminée, le travail à temps partiel, et la sous-traitance (sous-traitance de production et sous-traitance de service). C'est de cette panoplie qu'usent les entreprises pour assurer leur souplesse de fonctionnement face aux aléas de la vie économique. Panoplie qu'elles utilisent de façon différenciée selon leurs caractéristiques propres, leur marche et selon les époques, croissance, récession, restructuration...

(...)
Peu à peu émergent les fondements d'une nouvelle gestion rationnelle du personnel, fine, mobile, adaptable, centrée autour d'un noyau de salariés permanents, et qui tend à refouler vers l'extérieur (travail temporaire, contrats à durée déterminée, sous-traitance) les problèmes de la mobilité et ses conflits potentiels.

(...)
D'autre part, le recours au travail temporaire a pour effet, et souvent pour objet, de tourner les dispositions légales et conventionnelles. Incertains de l'avenir, inquiets de leurs possibilités de se séparer du personnel en surnombre, les employeurs qui reçoivent une commande limitée dans le temps, ou qui antament un processus de reorganisation de l'entreprise, recourent de préférence au travail temporaire plutôt qu'à embaucher. Les travailleurs temporaires sont alors utilisés comme volant de main d'œuvre dont on peut se séparer sans procédure et sans difficulté. La sécurité de l'emploi est réservée aux salariés permanents, l'application des garanties de la convention collective également.

(...)
Certains employeurs sont tentés de recourir au travail temporaire pour affaiblir les luttes sociales dans leur entreprise sachant que l'individualisme des salariés, leur segmentation en statuts différents, est peu propice aux luttes collectives.

(...)

Copernic, Aubervilliers

Je suis arrivée ce matin, lundi, soulevée de colère pour la bêtise et le racisme, colère que, dans ma naïveté, je croyais la même pour tout le monde. Le panneau syndical que j'avais rédigé qui montrait que « encourager un racisme c'est les favoriser tous », fut immédiatement censuré : « Tu comprends, ce n'est pas le moment de tout assimiler ». Non, je ne comprend pas. Pas le temps de discuter, d'expliquer qu'il est regrettable que quand ce sont des Arabes... La cloche, il faut monter.

Ça paille déjà « Madame, madame », rien de changé pour eux. Petits et grands enfants d'Aubervilliers, de toutes les couleurs, de tous les prénoms, de toutes les religions. La classe est une vraie carte de géographie : Antillaises, Camerounaises, Cambodgiens Italiens, Marocains, Espagnols, Portugais, Yougoslaves, la presque totalité de cette seconde d'un lycée d'Aubervilliers. Plus deux « Juifs », bien que le mot me déplaise, qui tiennent à être considérés comme à moitié Français, l'autre moitié étant israélienne. « Ils sont fous ces fascistes », « Qu'est-ce qu'ils leur ont fait les Juifs », « Ils n'ont pas de chance quand même ces pauvres Juifs », « Nous, les Juifs, on a toujours été assassinés, c'est pour ça qu'on a fait un pays à nous », « Oui mais c'est pas à cause de ça, c'est surtout parce que les Juifs sont pleins aux as ! », « T'as qu'à voir Chams, son père est pédégé », « Tu rigoles ! Il habite aux 4000 (grande cité populaire de la Courneuve, véritable taudis en dur) t'as vu que les Juifs y sont aussi merdeux que les Arabes ». « Ça pour ça, ils s'entendent copains comme cochons pour casser les caves et les bagnoles ». « Mais tu connais rien, les Juifs c'est Roshilde et compagnie, t'as qu'à voir, c'est eux qui ont toutes les pharmacies des 4000, et puis avec ça qu'ils sont avares ». « C'est avec ça aussi qu'ils payent Israël », dit une Marocaine.

Je fais un point pour expliquer historiquement la mise en ghetto des Juifs et les interdictions de travail de la terre ou de l'artisanat. Toute la classe trouve idiot que l'Eglise ait accusé les Juifs d'avoir tué le Christ, condamné les ghettos, Hitler et la haine antisémite. La classe embraye sur le fait que eux aussi ont tous des copains juifs ou arabes, comment en serait-il autrement ! On se fréquente depuis la maternelle, dans un département où 18% de la population est étrangère et où l'on trouve dans certaines communes jusqu'à 60% d'enfants étrangers dans les classes.

Quelques uns (sinon eux-mêmes) ont eu des copains juifs ou arabes qui se sont armés avec des Français de couteaux, manches, rasoirs, pour lutter contre les fachos. Les trois quarts de la classe n'est pas au courant. Je résume les agressions fascistes, les inscriptions antisémites et anti-Arabes à Bondy et dans d'autres villes du département et la panique qui y a succédé aux 4000 notamment.

« Vous êtes sûre que c'est vrai ? ». « On croyait que c'était des blagues et que les loulous en profitaient pour faire la casse ». « Nous on faisait des rondes la nuit, et une fois on en a chôpé deux au crâne rasé et on leur a flanqué quelque chose, c'est sûr qu'ils reviendront pas s'y frotter ». « Mais, Madame, comment ça se fait que les flics les arrêtent pas ? ». « Dans ma cité les flics y aient plus rentrer, ils ont peur ». « Tu parles, c'est leurs copains, on l'a dit à la télé, y a 30% des flics qui sont des fascistes ». Je rectifie.

Et bientôt, ils en arrivent à la conclusion : « En France tout le monde est raciste ». Une discussion mouvementée s'engage pour savoir si on nait raciste ou si on le devient, d'où vient la haine par rapport aux autres étrangers. Pour une fille, un raciste « c'est un pauvre débile qui a peur de tout le monde ». Oui, mais un pauvre débile qui peut se muer en fou criminel ? Alors grave problème.

Les élèves restent convaincus qu'on ne pourra pas enlever le racisme de France, même si on éduque les enfants. Une élève le lie à la crise économique qui a besoin de boucs émissaires, un autre dit que les Français ont toujours été chauvins.

Personne n'arrive à imaginer que le gouvernement puisse entretenir le racisme dans d'autres buts. Et malgré les arguments que je pourrais employer, je ne serais pas écoutée. Pas écoutée non plus sur l'interdiction des journaux racistes et critiquée pour ma « curieuse » idée de la liberté de la presse. Ça s'agit partout dans tous les coins où la discussion générale a éclaté en multiples débats passionnés, essayant de convaincre l'autre que « c'est pas vrai que le chômage vient des étrangers », « que ce sont pas tous des voleurs », « que c'est normal qu'on les renvoie dans leur pays quand il n'y a plus de travail, mais que un million c'est quand même trop peu », « que heureusement qu'ils sont là parce que les Français ne font plus d'enfants et refusent d'être éboueurs », « qu'il y en a trop dans nos cités et pas assez dans le XVII^e (arrondissement) et à Versailles (quartiers et villes très résidentiels) » « qu'ils vivent entre eux et continuent leurs coutumes et costumes » et que... et que ?

Vivantes classes, vivante réalité de cette banlieue nord de Paris, si vive et si amère parfois. Ce débat presque parfait est la somme des quatre débats que j'ai organisé dans mes classes, tout y est dit.

Hospitalisés : le droit au respect

La plupart d'entre nous vit très mal une hospitalisation, car en plus de la souffrance, des soucis, des préoccupations, vient se greffer un autre mal, la privation de certains droits, de certaines libertés, l'infantilisation systématique des malades.

Se sentir à l'hôpital en territoire connu c'est possible, en faisant respecter certaines circulaires.

Qui demander ? La direction de l'hôpital dirige l'ensemble du personnel ; sous ses ordres la ou les surveillantes générales qui commandent les infirmier(e)s, les autres catégories de personnel comme les aides-soignantes, le médecin chef de service, soumis à l'autorité du directeur supervise d'une part le personnel médical comme les externes et les internes, et d'autre part le secrétariat, les kinésithérapeutes, les assistantes sociales, etc.

L'ADMISSION

Une circulaire du 25 avril 1975 précise les modalités d'une admission. L'administration doit délivrer à chaque malade entrant un livret d'accueil précisant le plan des lieux, les horaires des repas, le montant des frais, la distinction des uniformes du personnel, les services dont il peut disposer : cafétéria, cinéma, télévision. Trop souvent les malades admis en urgence doivent subir la routine administrative avant d'être soigné, pourtant une autre circulaire du 18 décembre 1970 stipule bien que les formalités d'admission ne sont en aucun cas prioritaires.

Pour transporter un malade en urgence, vous pouvez faire appel à la police, aux pompiers, au SAMU ou au SMUR. Si vous avez opté pour une am-

balance privée, faites vous remettre un bulletin d'hospitalisation afin que la Sécurité sociale vous rembourse. L'hospitalisation en urgence ne doit jamais excéder plus de 24 heures, ensuite vous devez être transféré dans un autre service.

DROITS DE LA FEMME ENCEINTE

Un hôpital ne peut pas refuser d'hospitaliser une femme accouchant dans un mois ou accouchée d'un mois. Il peut l'aiguiller sur une maison maternelle gratuite, accueillant particulièrement les femmes isolées, démunies. Vous avez le droit d'accoucher anonymement.

Vous désirez avorter, votre médecin est obligé de vous fournir une adresse d'un centre de planification familiale et vous délivre un certificat de demande d'IVG et éventuellement un dossier guide sur l'interruption volontaire de grossesse.

Vous pouvez garder l'anonymat. La Sécurité sociale ne rembourse pas cet acte. Vous pouvez néanmoins solliciter l'aide médicale à la DDASS (Direction départementale de l'assistance sanitaire et sociale) en justifiant vos ressources financières, en présentant votre livret de famille, une quittance de loyer et une carte de séjour pour les étrangers.

Deux adresses à Paris qui peuvent vous indiquer leurs antennes de province : MFPP (Mouvement français pour le planning familial), 10, rue Vivienne, 75002 Paris ; TEL : 16-1- 260 93 20. 9 Villa d'Este, 94 boulevard Masséna 75013 Paris, TEL : 16-1- 584 84 18. MLAC : 34, rue Vieille du Temple, 75003 Paris TEL : 16-1- 278 70 38.

VIE DE L'HOPITAL

Une circulaire du 25 avril 1975 réglemente les horaires des repas, en aucun cas ils ne peuvent être servis avant 7 heures, 11 h 30 et 18 h 30. Vous n'êtes pas obligés de les prendre au lit, enfin le médecin peut éviter de faire sa visite juste à ce moment là !

Vous avez parfaitement le droit de refuser une visite inopportune (photographes dans les maternités, ministres du culte). Les visiteurs peuvent solliciter auprès de la surveillante générale une dérogation aux heures de visite, en raison de leurs horaires de travail, par exemple. Votre courrier doit vous être distribué chaque jour, vous pouvez en expédier, recevoir et envoyer des mandats.

L'hôpital n'est pas une prison, vous pouvez en sortir quand vous le désirez, réclamer alors une copie des clichés de radios - gratuites - vos ordonnances, bulletins de sortie, afin de justifier vos droits auprès de la Sécurité sociale, faites-en néanmoins la demande quelques jours auparavant.

L'obstacle le plus difficile à surmonter à l'hôpital est bien souvent l'information sur votre maladie. Pour arriver à vos fins, vous pouvez prendre appui sur la circulaire du 18 décembre 1970 et sur la charte des malades, quels examens allez vous subir, l'explication de leurs résultats, quel type de traitement vous sera administré, quelles peuvent être éventuellement les conséquences. Si vos interrogations ne sont pas satisfaites, demandez à consulter votre dossier.

Nathalie VILLOTIERS

(*) Les renseignements fournis proviennent du manuel de l'hospitalisé édité par le syndicat de la médecine générale.

FLASH-ECONOMIE

- Grande Bretagne : pouvoir d'achat en baisse • Trust pétroliers, ça va bien merci
- Le crédit s'étrangle • Rebondissement de la crise sidérurgique • Rumeurs de banqueroute chez Massey Ferguson

L'office de la statistique britannique vient d'annoncer que le pouvoir d'achat réel a diminué de 0,3% au deuxième trimestre 1980. C'est la première fois depuis 1975, révèle l'office statistique, qu'un tel recul a été enregistré sur les 6 mois consécutifs.

Résultat : les travailleurs diminuent l'achat de biens dont ils ont besoin ; notamment les achats d'automobiles ont diminué de 20%.

Oui, les deux trusts pétroliers français, Elf-Aquitaine et la Compagnie française des pétroles se portent fort bien ; le premier a dégagé un bénéfice de 3,083 milliards rien que sur les 6 mois de cette année contre 5,57 milliards de francs pour l'ensemble de l'année 1979 ! Le second connaît un bénéfice net en progression de 3,7% par rapport au premier semestre de l'an dernier avec 512 millions de francs contre 412 millions.

Barre-Monory décident de durcir encore plus sévèrement l'encadrement du crédit en signifiant aux banques que les normes de progression des concours bancaires doivent être diminués de 1%. Autrement dit : les emprunts que les travailleurs doivent faire pour acheter des biens dont ils ont besoin vont être réduits et chers.

Dans le même temps, Barre lance son troisième emprunt d'Etat (9 milliards de francs sur 6 ans au taux de 13,80% - ce qui porte à 29,5 milliards de francs depuis le début de

l'année le montant de ces emprunts d'Etat). Ceci afin de financer son déficit budgétaire.

Ce ne sont certes pas les mesures sociales qui viennent grèver le budget de l'Etat ! Mais, tous les cadeaux offerts aux monopoles sous diverses formes (subventions, crédits à taux réduits...) coûtent cher, très cher, au point que les impôts ne suffisent plus à en couvrir le montant.

Alors, Barre a sorti de ses tiroirs un vieux truc : il lance des emprunts. Ces emprunts s'adressent aux couches populaires, aux petits retraités qui, avec leurs économies, prêtent ainsi de l'argent à l'Etat, lequel le reverse dans la poche de nos capitalistes. Et ceci, à moindre frais pour l'Etat puisque l'inflation aidant, la somme remboursée dans 5 ans ou plus sera nettement inférieure à celle prêtée. Bref, Barre crée des impôts déguisés en recourant aux emprunts d'Etat.

Les maîtres de forge se lancent dans une guerre des prix, sans merci, face à la crise de surproduction qui frappe cette branche. Crise aggravée encore par la crise de l'automobile (qui absorbe 15 à 18% de la production d'acier). Résultat : la sidérurgie européenne fonctionne aujourd'hui à moins de 60% de ses capacités. En 80, la production de tous les pays occidentaux sera de 466 millions de tonnes, contre 498 en 79. Soit, une baisse de 6,4% en moyenne. En 1 an, la production de la sidérurgie française a chuté de 15,2%. Il y a également baisse de la consommation : pour 1980, le recul

des ventes sera de 18,9%, pour les USA et de 4,6% dans les pays de la CEE.

C'est pourquoi, la Commission européenne préconise une autolimitation de la production, voire le recours à l'article 58 qui prévoit la fixation autoritaire des quantités à produire.

Mais, article 58 ou pas, la réduction de la production de la sidérurgie est une réalité. Et, derrière celle-ci, se profilent de nouveaux de restructurations et le spectre des licenciements.

Tel Sacilor-Sollac (6,3 millions de tonnes) qui se trouve en position défavorable par rapport à Usinor du fait de la prédominance de sa production en produits longs, beaucoup moins compétitifs. Y sont prévus 1800 licenciements venant s'ajouter aux 6500 décidés en 79.

Tel Usinor qui avance d'un an le départ de 580 travailleurs.

Massey-Ferguson, un des principaux producteurs mondiaux de machines agricoles, avait déjà défini, l'an dernier, un plan de redressement entraînant 20000 licenciements. Il emploie 47000 travailleurs dans le monde dont 4700 en France.

Aujourd'hui, selon les rumeurs des milieux d'affaires, la firme ne passerait pas le cap du 1er novembre date à laquelle, elle doit rembourser une partie de son énorme dette de 1,5 milliards de dollars. Conséquences : des milliers de travailleurs employés dans ce trust voient leur emploi gravement menacé.

Catherine LEMAIRE



«Les chevaux de feu» Saga de la colonisation algérienne

Imaginez John Wayne obligé de rembarquer pour la vieille Europe avec sa bible et sa winchester sous les huées des tribus indiennes. Du jamais vu ! Eh bien, en 12 épisodes de 60 minutes diffusés deux fois par semaine sur TF 1, ce sera, à partir du 22 octobre *il était une fois l'Algérie*.

Des chevaux et des fusils, la terre et les hommes qu'on soumet à coup de mitraille, une sorte de western qui aurait débuté en 1830 à Sidi Feruch avec la prise d'Alger et qui nous conduit jusqu'en 1962 à travers les drames, les amours et les deuils de deux familles de colons.

Mais le western finit mal. Pour les traditionnels vainqueurs «l'épopée» s'achève dans le drame. Et, au temps de la conquête succède celui du «paradis perdu».

C'est l'histoire de sa propre famille que Jules Roy retrace dans les *Chevaux du soleil*, le livre qui inspire cette série télévisée.

Interrogé sur les images qu'il a conservées de son enfance, ce sont «celles du bonheur» que l'écrivain évoque aujourd'hui. «C'est l'Algérie, une ferme où des gens

simples sont heureux. Un ciel bleu et des oranges. A table on chante Le temps des cerises».

Des «gens simples», eh oui ! Les deux familles dont nous allons vivre la saga appartiennent à la catégorie des «petits colons». 10 hectares, voilà ce que possède le père Bouychou. Petit paysan ariégeois, il avait signé d'une croix le registre du sergent recruteur pour «toucher la prime» et il se retrouva un jour de 1830 sur l'autre rive de la Méditerranée dans le rôle du conquérant.

Plus tard, comme au légionnaire romain qui a fini son temps, on lui propose quelques arpents de terre.

Mais cette terre d'où vient-elle ? Motus et bou-

che cousue, on ne nous le dira pas. Pas un mot non plus sur les impôts qui accablent le paysan algérien à la ruine et l'obligent à vendre jusqu'au dernier mouton.

Ce qu'on nous montre, c'est le père Bouychou qui charge le blé, manie le fléau et vendange tout comme ses ouvriers arabes. Alors où est le mal ? Que veulent-elles ces deux familles, sinon cultiver la vigne et élever les chevaux en paix.

Au bout du compte, en nous invitant à partager les joies et les peines de ces petits colons, c'est le fait colonial qu'on veut nous faire avaliser.

«Dans le dernier épisode, explique le réalisateur Fran-

çois Villers, il fallait également faire la différence entre les quelques centaines d'activistes OAS, les quelques colons milliardaires qui ont envoyé leur argent en Suisse et le million de Français d'Algérie qui se sentait avec raison des victimes».

Le tour est joué : une masse de braves gens, une poignée d'activistes et de profiteurs, mais où est donc le colonialisme ? En fait, si on avait voulu concéder à temps quelques droits aux «Arabes» (ainsi sont désignés les Algériens), le film aurait pu durer bien plus longtemps...

Il n'y aurait jamais eu de 1er novembre 1954. Voilà comment Jules Roy rêve le passé. Western de la mauvaise conscience : «Ce n'est pas

la guerre, on ne fait qu'assassiner, brûler et piller, j'en ai honte» dit le général De Roailles avant de quitter l'armée pour ne pas diriger la répression du soulèvement de Mokrani, en 1871, en Kabylie.

Nous voyons, peu glorieux, les zouaves, rouge et bleu, brûlant les villages, violant les femmes, perpétrer des Oradour-sur-Glane aux couleurs de la France.

Toujours sur le qui-vive, toujours aux aguets, voyant partout la main des Arabes, les colons ne présentent pas tout à fait l'aspect de paisibles pionniers. «Nous avons brûlé leurs villages» dit la mère Bouychou pour tenter de s'expliquer l'incendie accidentel de sa ferme.

Sans ces «bavures», on aurait pu, selon Jules Roy, éviter le «drame» et préserver «le paradis».

Sans ces «bavures», que nous montre le film, les colons n'auraient pu continuer à piller l'Algérie. Elles ne constituent qu'un aspect de la misère et des souffrances que le peuple algérien a du endurer pendant 130 ans du fait du colonialisme.

Léon CLADEL



...TELE RENDEZ-VOUS...TELE RENDEZ-VOUS...!

Samedi 18 octobre - Antenne 2 20 h 30
FANTOMAS : «LA MORT QUI TUE»

Le Roi de la nuit, le Prince des ténèbres, l'Empereur du crime, l'ombre de Fantomas revient planer sur Paris. Antenne 2 a confié l'adaptation du roman-feuilleton de Souvestre et Allain à Claude Chabrol et Juan Luis Bunuel. Voici bientôt le 3e épisode de cette adaptation. Le Maître de l'effroi qui a semé de crimes 32 romans de 1912 à 1914 est-il un Robin des Bois du XXe siècle ? Mandrin, Fanfan la tulipe, Nardine Hodja, tous bandits d'honneur détroussaient les riches pour distribuer leurs biens aux pauvres.

A n'en pas douter, Fantomas a tout pour lui. Interprété par Helmut Berger, c'est lui le plus beau, le plus intelligent, le plus agile, le plus fort. L'ins-

pecteur Juve, Jacques Dufilho, apparaît comme grotesque. Même s'il parvient à suivre d'assez près la trace de Fantomas, il se fait toujours posséder au dernier moment. Quant à Fandor, le journaliste, interprété par un Laurent Malet très poupin, il a tout du justicier de patronage, mais rien qui impressionne notre bandit masqué..

Ce dernier, rien ne l'impressionne et il ne recule devant rien, n'hésitant pas pour échapper à l'échafaud à y envoyer un innocent cabotin qui s'était composé une physionomie de Fantomas. Il avait du, au préalable, provoquer le naufrage du Lancaster au large de l'île de Wight, noyant 250 personnes. Il incendie les entrepôts de Bercy, provoque le déraillement du Simplon Express, l'explosion de la rame Nord-Sud, l'effondrement du grand escalier

de Paris-Galère à l'aide d'une machine infernale.

Fantomas se joue de Juve le policier, de Fandor le journaliste, mais aussi de tout le monde et il n'hésite pas à écartier, tuer, broyer tous ceux qui consciemment ou non se trouvent sur son passage pour parvenir à ses fins : le fric, encore le fric, toujours le fric.

Paré du masque mystérieux de l'aventure, Fantomas n'est qu'une apologie de l'individualisme.

Vendredi 24 octobre - TF 1 20 h 30
PAPA POULE

Aventure et mésaventures, faits et méfaits d'un «Papa poule» qui élève seul ses quatre héritiers. De l'instinct paternel...

...TELE RENDEZ-VOUS...TELE RENDEZ-VOUS...!

EN SAVOIR PLUS SUR L'ALGERIE

«La révolution nationale algérienne et le Parti communiste français» tomes 1-2-3, par Jacques Jurquet. Aux Editions du Centenaire.

Tome 1 : 28 francs.
Tomes 2-3 : 45 francs

«L'oued en crue» de Bedyia Bechir. Aux Editions du Centenaire : 22F.

«La colline oubliée» et «Le sommeil du juste» de Mouloud Mammeri. Aux Editions 10/18 : 17F

En vente aux Herbes sauvages, 70 rue de Belleville, 75020 Paris.

Par correspondance à Livres Service, 24 rue Philippe de Girard, 75010 Paris. Libellez les chèques à l'ordre des Herbes sauvages.

LE PEUPLE FRANÇAIS ET LES EDITIONS FLOREAL COMMUNIQUENT

Depuis dix ans, une petite équipe a réussi à maintenir et à développer la revue historique *Le peuple français*.

Après avoir ouvert une brèche dans le conformisme historique ambiant et avoir contribué à remettre à sa vraie place, la première, le peuple, nous sommes, aujourd'hui, dans l'impossibilité matérielle de poursuivre la tâche entreprise.

Notre volonté d'indépendance totale, politique et financière, notre refus de recourir à la publicité et l'indifférence, voire l'hostilité, d'une partie des institutions en place, ont eu provisoirement raison de nous. A ce jour, nous avons des dettes pour salaires.

Aussi, pour assainir la situation et nous laisser une chance de poursuivre la publication, il est indispensable que vous nous aidiez.

Achetez-nous ou faites acheter :

- la série complète des numéros de 1 à 10 de la nouvelle série du *Peuple français* : 50 francs.

- les trois dossiers disponibles aux Editions Floreal (1906 : la catastrophe de Courrières ; Les années munichoises 1938-1940 ; Luttes ouvrières du XVIIe siècle au XXe siècle) : 80 francs l'ensemble.

Nous vous remercions de votre soutien.

Adresse : 32 rue Chartraine, 27000 Evreux.
Tel : 16 (32) 38 30 39.

LE VIEIL HOMME ET L'ENFANT

Ce film est repris en ce moment dans deux cinémas de Paris, au profit du MRAP. Il s'agit d'un jeune juif qu'on dissimule à la campagne pendant l'occupation. Le vieux grand-père, Michel Simon, ancien combattant pétainiste, est lui-même antisémite, il se prend d'amitié pour le petit israélien et s'avérera son meilleur protecteur.

D'autres spectacles ont été organisés contre le racisme. Au Palais des Arts 235 rue St Martin à Paris, un concert contre le racisme a réuni jeudi 9, un grand nombre de musiciens de Salsa.

Au 102 boulevard de Sébastopol, un festival de cinéma contre le racisme. Le théâtre du Campagnol a donné, toujours le 9 octobre, une représentation de «En revenant de l'expo», au profit du MRAP.

IRAN/IRAK LE TEMPS DES INGERENCES

La guerre entre l'Irak et l'Iran s'est maintenant installée dans le Golfe persique, au cœur de cette région décisive pour les approvisionnements pétroliers de l'Europe et du Japon. Une guerre totalement contraire aux intérêts des peuples iraniens et irakiens et qui pourrait cesser à la condition que l'Irak retire ses troupes et que les deux pays s'engagent à coexister sans ingérences. Confrontés l'un et l'autre à l'URSS et aux USA, l'affrontement entre ces deux pays ne peut que profiter aux ingérences étrangères. Ne voit-on pas, par exemple, l'URSS qui a armé l'Irak continuer à lui livrer certains armements tandis qu'elle offre une aide militaire à l'Iran? Elle cherche ainsi à jeter de l'huile sur le feu, en dépit de ses proclamations où elle prétend regretter ce conflit.

COMMUNIQUE DE L'ASSOCIATION DE SOLIDARITE FRANCO-ARABE

L'association de Solidarité Franco-Arabe manifeste sa très vive préoccupation face au développement du conflit qui oppose l'Irak à l'Iran.

Solidaire de par sa raison d'être, de la cause arabe et de tout ce qui peut contribuer à son intégrité, elle renouvelle avec force son appel à la fin des combats fratricides entre pays non-alignés, source d'affaiblissement redoutable entre nations dont les divergences sont sans doute profondes, mais qui appartiennent l'une et l'autre au Tiers Monde et dont l'adversaire commun profite de leur division.

Paris, le 4 octobre 1980

LE KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE GARDE SON SIEGE A L'ONU

Par 72 voix, contre 35 et 32 abstentions, l'assemblée générale de l'ONU a décidé de maintenir le siège du Kampuchea démocratique à l'ONU. En 1979, 71 pays s'étaient prononcés pour.

Une condamnation claire de l'occupation vietnamienne du Cambodge.

ON PARLE BEAUCOUP DE LA CHINE APPRENEZ A LA CONNAITRE!

Jusqu'au 31 janvier 1981, réduction de 20% sur tous les abonnements aux périodiques chinois

Beijing Information — hebdomadaire
L'actualité en Chine et dans le monde...
Abonnement 1 an : 57,00 F — 2 ans : 88,00 F
3 ans : 132,00 F

La Chine en construction — mensuel
Magazine d'information générale sur l'histoire, les sciences, la culture...
Abonnement 1 an : 33,80 F — 2 ans : 56,00 F
3 ans : 85,00 F

La Chine — mensuel
Magazine illustré, reportages photos sur les divers aspects de la vie quotidienne et de la civilisation.
Abonnement 1 an : 43,00 F — 2 ans : 72,00 F
3 ans : 108,00 F

Littérature chinoise — mensuel
Revue littéraire et artistique, études et documents sur la culture chinoise classique et moderne.
Abonnement 1 an : 33,80 F — 2 ans : 56,00 F
3 ans : 84,00 F

Jusqu'au 31 janvier 1981, 20% de réduction sur tous les prix affichés. Les abonnements peuvent être adressés à la librairie Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, 75020 Paris (chèques libellés au nom de la librairie).

POLOGNE : UNE OMBRE MENAÇANTE

Le 13 octobre, devant 2500 cadres du parti allemand, Erich Honecker s'en est pris à « l'Allemagne fédérale impérialiste et à ses proches alliés, les Etats-Unis » qu'il a accusés d'avoir contribué à « la situation difficile » de la Pologne. Celle-ci, a-t-il affirmé « restera socialiste » et la RDA « allée pour toujours de la Pologne y veillera avec ses amis ».

Le 6 octobre, à Berlin-Est, il déclarait : « Nous ne pouvons pas rester indifférents au destin du peuple polonais... Nous nous opposerons à toutes les tentatives d'ingérence des réactionnaires étrangers ». Un mois plus tôt, après la signature de l'accord entre les grévistes et le gouvernement polonais, la Pravda écrivait : « Les éléments antisocialistes ont déjà pénétré dans un certain nombre d'entreprises de la région de Gdansk... et ont utilisé les difficultés économiques à des fins con-

tre-révolutionnaires... Ces éléments antisocialistes ont bénéficié du soutien des ennemis de la Pologne se trouvant à l'étranger » et « cherchent à coordonner leurs actions avec les émigrés polonais réactionnaires et les centres de subversion basés en Occident ».

Entre temps, Husak, le chef du gouvernement mis en place à Prague par l'URSS, avait tenu des propos semblables.

De telles déclarations doivent retenir l'attention et inciter à la vigilance. Elles constituent la trame de l'argumentation pouvant servir à justifier une intervention militaire... Souvenons-nous de la Tchécoslovaquie.

Les accords intervenus à la suite des grandes grèves de cet été sont loin de répondre aux intérêts de l'URSS. La légalisation des nouvelles organisations syndicales regroupant des centaines de milliers d'ouvriers polonais débouchera tôt ou tard sur une remise en cause

de la domination soviétique sur la Pologne, entraînera inévitablement un relâchement des liens entre l'URSS et la Pologne. Cela, les dirigeants soviétiques ne sont nullement prêts à l'accepter.

Le syndicat « Solidarité » a démontré récemment toute son influence en appelant à une grève d'avertissement d'une heure qui a entraîné des centaines de milliers d'ouvriers. Face à cela, il apparaît que le parti et le gouvernement polonais sont profondément divisés. Tandis que certains semblent vouloir jouer le jeu de la légalisation des nouveaux syndicats, d'autres multiplient les obstacles. En tous cas, le gouvernement polonais est incapable de pouvoir répondre à l'attente des dirigeants soviétiques. Tant à cause de ses divisions internes que de l'influence des syndicats.

Alors, finalement, les soviétiques ne seront-ils pas les seuls à pouvoir préserver leur domination dès maintenant remise en cause et qui va l'être de plus en plus?



venant des 44 pays du Commonwealth tenaient la 26e conférence de l'association parlementaire du Commonwealth du 27 septembre au 5 octobre. L'ordre du jour comprenait « les menaces actuelles sur la paix et la sécurité internationale ».

De nombreuses interventions ont condamné l'URSS et le Vietnam. En particulier, le représentant de Singapour, qui parlait au nom de la région du Sud-Est asiatique, a souligné que « tous les gouvernements qui aspirent à la paix doivent continuer à s'opposer au nouvel impérialisme de l'URSS et du Vietnam et refuser de reconnaître les régimes fantoches de Karmal et de Heng ».

AFGHANISTAN : RESOLUTION DES PAYS ISLAMIQUES

Une session extraordinaire de la conférence islamique s'est tenue le 4 octobre. Les ministres des affaires étrangères des pays islamiques ont décidé la création d'une commission chargée de rédiger une résolution sur le problème afghan pour la prochaine session de l'ONU. A cette commission participent : l'Algérie, le Maroc, le Pakistan, le Sénégal, la Tunisie, la Guinée, le Bangladesh, l'Indonésie, l'Iran et le Koweït.

INCIDENTS A LA FRONTIERE SINO-SOVIETIQUE

Le ministère des Affaires étrangères de République populaire de Chine a envoyé une note de protestation à l'ambassade d'URSS à Pékin. Il s'élève contre une incursion de soldats soviétiques en Mongolie intérieure chinoise. Des soldats soviétiques armés ont tenté d'enlever puis ont tué un

berger chinois. Les gardes-frontières chinois, arrivés sur les lieux, ont à leur tour tué un intrus soviétique. Les autres se sont enfuis.

Le gouvernement chinois demande la punition des auteurs de l'incident et l'arrêt des provocations armées à la frontière sino-soviétique.

ENTRAINEMENT MILITAIRE COMMUN EN OCEAN INDIEN

L'Australie, la Nouvelle-Zélande, Singapour, la Malaisie plus la Grande-Bretagne ont décidé d'organiser des exercices militaires conjoints pour faire face à la menace militaire soviétique et vietnamienne. Une première action a commencé. Il s'agit d'un exercice aérien d'un mois dans les bases aériennes de Singapour et de Malaisie. La Grande-Bretagne n'y participe pas.

LE ROI DU MAROC LANCE UN APPEL A L'ALGERIE

Dans son discours de rentrée devant le Parlement, Hassan II du Maroc a fait le point de la situation dans son pays et de la guerre contre le Polisario. Tout en affirmant que le peuple marocain était prêt à affronter la guerre, le roi du Maroc a lancé un appel à l'Algérie pour améliorer les relations entre les deux pays : « Sachant que ni le Maroc, ni l'Algérie ne peuvent changer de position géographique, nous rappelons aux dirigeants algériens la période où Rabat et Alger constituaient un axe dont le poids était considérable à l'échelle internationale, africaine et arabe... ».

INQUIETUDE DE L'EGYPTE APRES LE TRAITE ENTRE LA SYRIE ET L'URSS

Le gouvernement du Caire s'inquiète de la signature, le 8 octobre dernier, d'un traité d'amitié et de coopération entre la Syrie et Moscou. Ce traité est très proche de celui que le président Sadate avait signé en 71 avec l'URSS, et les Egyptiens sont bien placés pour savoir qu'il n'apportera pas une aide véritable aux Syriens et ne pourra être qu'éphémère. En revanche, ils y voient le signe de « l'encerclement méthodique » de leur pays par l'URSS, surtout du fait que l'Éthiopie a déjà, il y a quelques années, signé avec l'URSS le même type de traité.

LES USA ENTRAINENT LES OFFICIERS DU SALVADOR

Le président du Panama vient de révéler que 250 à 300 officiers salvadoriens sont entraînés à la lutte antiguerrilla par les américains à Fort Gulick, base américaine sur le canal de Panama. Le département d'Etat américain a reconnu qu'il avait bien un programme d'entraînement qui s'inscrit dans tout un programme d'aide à la dictature militaire au Salvador. Il s'agit en particulier de la présence dans le pays d'une quarantaine de conseillers militaires, de trois bases d'hélicoptères et d'un appui financier de 90 millions de dollars.

Le gouvernement américain qui parle toujours de « droits de l'homme », entend donc soutenir efficacement un régime qui est responsable depuis le début de l'année de la mort de 6 à 7.000 personnes.

L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH CONDAMNE LES AGRESSIONS AU CAMBODGE ET EN AFGHANISTAN

148 présidents ou membres de parlement

AFGHANISTAN

Dialogue avec la résistance

L'isolement des soviétiques, le pouvoir populaire dans les campagnes, l'aide à la résistance. H. Chiran était en Afghanistan jusqu'au mois d'août dernier. Il a vu se succéder les coups d'Etat de Taraki, d'Amin, puis l'invasion soviétique qui a installé Karmal. Il représente à l'extérieur, le front des combattants Modjahed. Il est également chargé des relations de ce front avec deux autres fronts de la résistance intérieure, celui du Nouristan et de l'Hazaradjat. Il répond à nos questions.

■ Je voudrais tout d'abord te demander comment se présente l'occupation soviétique dans les villes, à commencer par Kaboul. Un certain nombre de ceux qui s'y sont rendus disent n'avoir rien vu qui ressemble à une situation de guerre. C'est la cas de la commission d'enquête envoyée par la commission exécutive de la CGT. Comment expliques-tu cela de la part d'observateurs qui ont tenu à se rendre sur le terrain pour se faire une opinion ?

C'est vrai que si l'on se rend à Kaboul comme ça, surtout en visite bien guidée, on peut ne pas voir grand chose. Ça a l'air calme, les soviétiques font leurs courses, apparemment ce n'est pas la guerre. Il est quand même habituel de voir passer et repasser des hélicoptères porteurs de rockets. On n'est pas forcé de savoir qu'ils vont bombarder les résistants ou les villages non loin de Kaboul. On peut quand même remarquer que les soldats se déplacent toujours armés et par groupes de deux ou trois. J'ai vu moi-même de hauts dignitaires soviétiques aller faire des courses. Avant qu'ils ne descendent de voiture pour entrer dans le magasin, les soldats qui les escortent ont mis pied à terre, mitraillette au poing, le doigt sur la gachette.

Il arrive également d'entendre des coups de feu à des heures bien précises. Il s'agit d'attentats contre les militants du Khalk ou du Parcham : le matin vers 7-8 heures lorsqu'ils sortent de

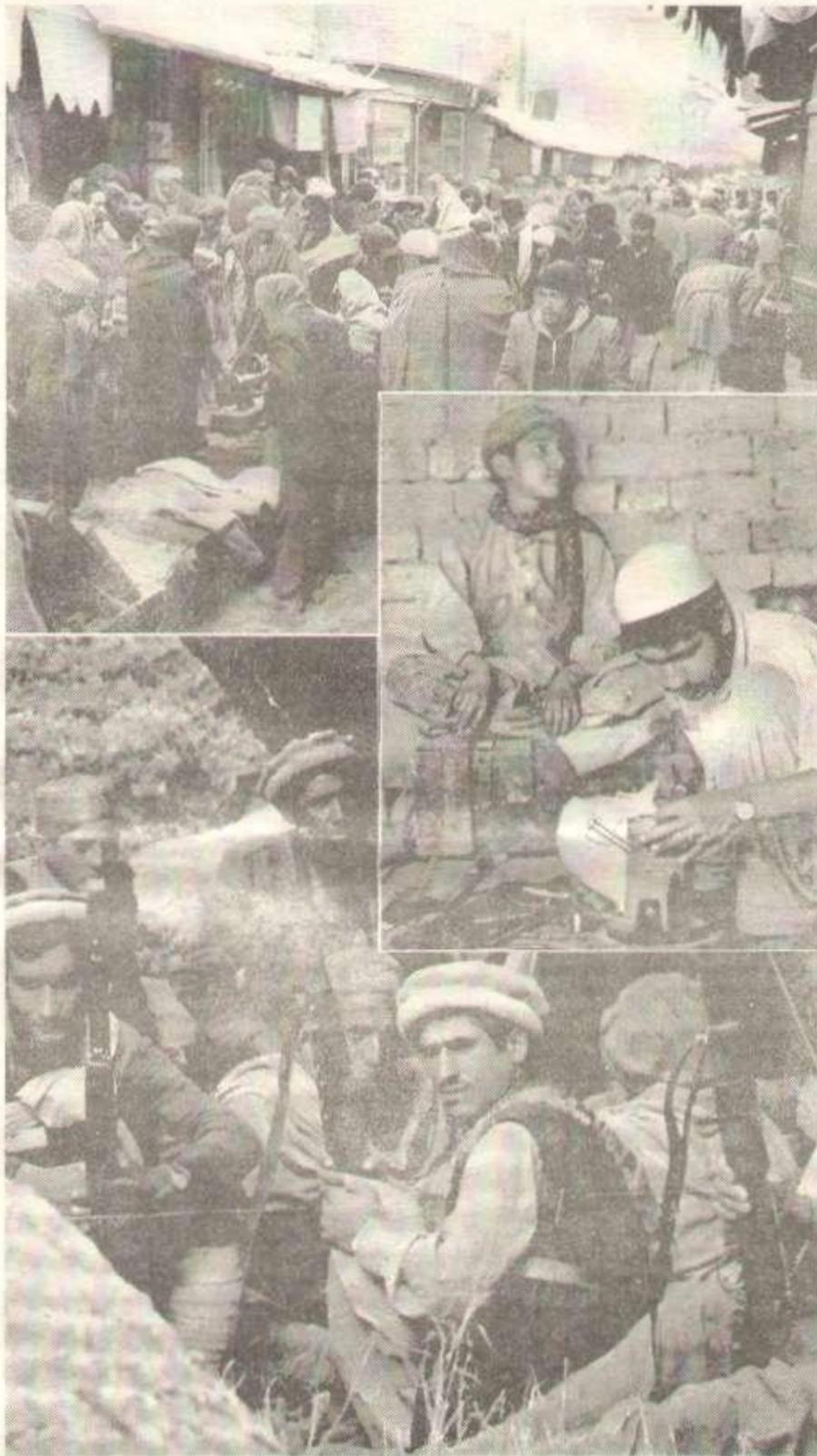
chez eux, à midi et le soir quand ils rentrent. C'est ainsi que le chef du KGB s'est fait descendre à coups de kalachnikov, qu'Akram Osman, responsable de la radio, a été supprimé.

Quand j'étais à Kaboul, à partir de 23 heures, il y avait couvre-feu et patrouilles. De 23 à 24 heures, c'étaient les militants du Khalk et du Parcham qui les assuraient, puis les soviétiques. Ils ne parcouraient que les axes principaux, mais même dans ces conditions, il arrive qu'ils se fassent attaquer dans les espaces de 1 à 2 km qui séparent les différents quartiers de Kaboul.

■ On a dit que même dans les villes qu'ils sont censés contrôler, les représentants du gouvernement sont contraints de se faire constamment protéger par l'armée ?

Oui, à Hérat, ils se terrent dans leurs bureaux, sortent en costume afghan et non avec leur costume officiel. Dans les faits, c'est la résistance qui contrôle bien des choses. Ainsi le prix des produits : le gouvernement fixe, par exemple, le prix de la viande à 100 afghans, mais les moudjahidinns disent 60 afghans et c'est à ce prix qu'elle est vendue.

En passant une semaine à Kandahar, j'ai vu que le préfet et le commandant circulaient toujours sous escorte de chars et de jeeps blindées. Le contrôle sur les villes est donc très relatif. On voyait d'ailleurs à cette époque des chars se diriger vers Hérat où, on l'a su deux jours



après, il y avait des soulèvements. D'après certaines informations, ils se seraient faits attaquer dans la région de dunes sablonneuses de Kasick Nakhod et un certain nombre d'entre eux auraient été détruits.

■ L'organisation de la résistance dans les campagnes se réduit-elle aux activités militaires ou étend-elle ses compétences à l'administration à proprement parler ? En bref, va-t-elle jusqu'à constituer un véritable pouvoir ?

Là où je me trouvais, dans chaque vallée, il y avait des comités élus par la population. Ils assuraient diverses tâches.

Tout d'abord, bien sûr le soutien du front. Les hommes s'y rendent à tour de

rôle pour une durée de 15 jours ; sur trente foyers, trois personnes obligatoirement tous les mois, sans compter les volontaires qui ne manquent pas. Le comité organise aussi la police qui garde le village et patrouille la nuit.

Le comité s'occupe aussi de la justice. En cas de conflits, les villageois s'adressent aux juges du comité qui rendent un jugement selon la loi islamique après avoir entendu au besoin divers témoignages. Mais bien sûr, les comités expliquent qu'il faut éviter au maximum les conflits et consacrer tous les efforts à la résistance.

Enfin une section politique s'occupe surtout des finances, de la recherche des armes. Par exemple, ils entrent en pourparlers avec des gens d'autres vallées qui

auraient des armes et s'occupent de leur répartition.

L'approvisionnement de la résistance est fait par les villageois. Par exemple, 10 villages nourrissent 50 guérilleros. A tour de rôle, cinq familles se chargent du blé et de la farine, cinq du sucre et du thé, cinq de la viande. Ces produits sont ramassés et envoyés au front.

■ Avant les Jeux Olympiques, l'Union soviétique a annoncé qu'elle retirait certaines unités d'Afghanistan. Pour certains, c'était déjà une preuve qu'elle ne souhaitait pas se livrer à une occupation de longue durée. Que peux-tu en dire ?

Il est vrai que l'armée soviétique a retiré un certain nombre de gros chars. Mais ils se sont gardés de dire que

c'était pour les remplacer par du matériel plus maniable, capable de rouler sur les pistes, plus apte à mener la lutte antiguérilla.

On voit ce qu'ils entendent en faire avec l'exemple de Panjchir. C'est une région stratégique. Tout d'abord, elle se situe à proximité de la route par laquelle les soviétiques acheminent des munitions et des armes. Ensuite elle se trouve juste à côté de la vallée du Nouristan, totalement libérée et ouverte sur le Pakistan. C'est une voie que peuvent emprunter des armes à partir du Pakistan pour parvenir via le Nouristan et la vallée de Panjchir à l'ensemble de l'Afghanistan. Les Russes ont attaqué cette vallée qui est en fait constituée de véritables gorges. Il semble que la lutte ait été très dure, mais qu'ils aient échoué. Ils ne sont pas parvenus à remplacer les ponts que la résistance avait fait sauter à l'époque de Taraki-Amin. Les armes anti-chars prises dans les casernes de l'armée afghane elle-même, se sont révélées très efficaces pour les empêcher.

Dans l'ensemble, l'offensive récente des Russes a échoué. Juste avant les Jeux Olympiques, ils ont attaqué l'Hazaradjat sans parvenir à y pénétrer. Leur attaque au sud a été un échec ; à l'est, ils ont été obligés de faire demi-tour. Le résultat n'a pas été bon pour eux et ça a contribué à remonter le moral de la population. Elle a constaté que l'armée la plus puissante du monde pouvait être mise en échec.

■ Peux-tu nous expliquer quels sont les besoins de la résistance en aides diverses ?

Quand on pose cette question à la résistance, elle répond : « D'abord des armes ». C'est primordial, c'est l'arme qui sauve la vie. On n'a pas peur des Russes ni du gouvernement, mais si on n'a rien dans les mains, si on a pas d'armes, on ne peut se défendre.

Le deuxième besoin concerne l'aide humanitaire. Pour beaucoup de produits la campagne dépend de la ville : tissus, vêtements, chaussures, sucre, thé, médicaments. La campagne quant à elle produit du blé, de l'orge, du fromage, mais dans les régions libérées on manque des autres produits. C'est aussi que la population consacre une part non négligeable de ses revenus à partir des récoltes, de la vente des vaches ou des moutons pour l'achat de cartouches ou de fusils qui coûtent énormément cher. Alors même s'il n'y a pas à proprement parler de famine, sauf dans les régions qui ont subi des bombardements importants, il y a de gros problèmes alimentaires. Or, l'hiver sera rude. Il faudrait donc pouvoir envoyer avant l'hiver de la nourriture, des vêtements, des médicaments, mais surtout de l'argent. Avec l'argent, il est possible de s'acheter tout cela et de le faire parvenir aux fronts de l'intérieur et à toute la population.

Propos recueillis par Jean Quercy



les enjeux du programme

Le projet de programme soumis à la discussion préparatoire au IVe Congrès de notre parti a été mis au point à la suite d'une rencontre nationale de militants en juillet dernier. Dans l'intervention introductive à la discussion, ont été dégagés certains points-clé, dont l'approche et la résolution fondent la rédaction ultérieure de notre projet. Nous publions, ci-dessous, des extraits concernant trois de ces enjeux. Le rapport en aborda d'autres : en particulier, le problème de la rupture avec l'impérialisme, dont nous débattions dans notre précédente édition, et la question de la guerre.

LA QUESTION DU SOCIALISME

Le socialisme, pour nous, doit garantir le bien-être du peuple et panser toutes les plaies d'aujourd'hui. Cependant, ces plaies ne sont que les effets, les manifestations d'un système social ; si l'on n'en extirpe pas les racines, fondamentales, l'action sur ses effets restera toujours superficielle, partielle, ponctuelle et jamais définitive. Il y a 150 ans, Marx a ridiculisé ces socialismes utopiques, exposés de sociétés idéales, non fondés sur les lois objectives du développement des sociétés humaines. Dans les faits, les vœux pieux restent toujours lettre morte et avec l'utopie socialiste, vit et prospère la société capitaliste.

Tel est le fond de la question : ne parlons pas du « socialisme que nous voulons » pour parler plutôt du socialisme qu'il nous faut, nécessairement pour fonder une société émancipatrice. Ce socialisme-là implique — et ce ne sont pas des dogmes, mais quelques lois, vérifiées de surcroît, même si imparfaites — il implique l'expropriation des exploités et l'instauration de nouveaux rapports de production, la destruction de l'Etat bourgeois, instrument de la domination des exploités et l'instauration de ce que le mouvement ouvrier appelle la dictature du prolétariat.

Voilà l'originalité fondamentale du socialisme que nous proposons, voilà l'enjeu d'une bataille idéologique qui a commencé avec le marxisme lui-même.

Nos sociétés « occidentales » n'ont pas d'autre issue positive, progressiste que celle-là. Si l'on considère les manifestations actuelles de la crise des sociétés capitalistes ; prenons les problèmes écologiques, de pollution : ils manifestent bien l'exacerbation capita-

liste de la contradiction ville/campagne ; prenons la qualité du travail, c'est l'exacerbation capitaliste de la division en travail manuel et travail intellectuel ; prenons les atteintes aux libertés, la société répressive, ce sont les effets de la « militarisation » de l'Etat capitaliste, au stade de l'impérialisme. Et nous ne ferons que citer la contradiction fondamentale, celle-là, entre forces productives et rapports de production, dont la résolution définitive nécessite la rupture fondamentale avec le système capitaliste. Autrement dit encore, le socialisme qu'il faut à la classe ouvrière et au peuple de France ne saurait être conçu comme un accroissement quantitatif sur la base d'aujourd'hui : il implique une transformation qualitative, fondamentale, prise en pleines mains par l'immense majorité du peuple. (...)

En ce sens là (...) il nous apparaît que la discussion sur le socialisme n'est pas du tout théorique, qu'elle est — en ce sens seul — l'objet d'un enjeu fondamental qui distingue le PCML, sa raison d'être, des autres partis se réclamant de la classe ouvrière.

Ceci étant dit, tout n'est pas réglé et il reste bien des interrogations et des ignorances. Mais il faut dire ceci pour les exprimer et pour qu'elles soient pleinement motrices.

Ainsi, la nécessité fondamentale du socialisme étant établie, nous pouvons rejoindre beaucoup de préoccupations de nos détracteurs, ou du moins de ceux qui doutent.

Où, il nous faudra, il faudra à la classe ouvrière de notre pays, emprunter des sentiers non battus, explorer des voies nouvelles : puisqu'il est vrai que jamais encore le socialisme ne s'est réalisé dans un pays capitaliste impérialiste.

Où, il nous faudra tirer les enseignements du socialisme réalisé (...) ; il faudra — et cela commence à être fait — distinguer ce qui est spécifique de ce qui est universel, tirer leçon des erreurs et des déformations, saisir les lois qui régissent cette période et société de transition entre capitalisme et communisme.

LE ROLE MOTEUR DE LA CLASSE OUVRIERE DANS LA TRANSFORMATION SOCIALE

(...) Ce point-là est l'un des plus controversés par les idéologues de tous les bords, qui s'appuient sur les transformations technologiques récentes et certaines transformations sociales liées au développement de l'impérialisme.

Certains en viennent à nier l'existence de la classe ouvrière comme classe. Ou bien, les transformations technologiques la dissolvent dans l'ensemble des salariés ; ou bien elles lui ôtent tout caractère révolutionnaire attribué désormais aux intellectuels, aux techniciens, aux couches nouvelles issues de transformations récentes du capitalisme. De fait, et pour aller vite, ils en viennent à nier les mécanismes de l'exploitation, l'extorsion de la plus-value... On comprend que du même coup, ceux-là, à l'instar de Bahro ou d'autres, préconisent une société « socialiste » de type « utopique » — qui ressemblerait comme deux gouttes d'eau en fait à ce que nous connaissons ici aujourd'hui...

D'autres s'essaient à la délimitation de la classe ouvrière et le plus souvent, l'élargissent sans doute inconsidérément. C'est le cas des révisionnistes qui ont étendu lors de leur XXIIe Congrès la notion de classe ouvrière à celle de salariés et traitent pour le compte de la classe ouvrière de

problèmes qui devraient être traités dans le cadre des alliances de classes ; cela n'est pas sans conséquences graves sur leur politique, où les ITC prennent parfois une place privilégiée et abusive.

Ceci étant, il existe néanmoins des difficultés dans la délimitation de la classe ouvrière en France en 1980 ; et il nous faudra nous y pencher sérieusement : les données existent, les thèses contradictoires ne manquent pas ; il faudrait avancer quelque peu dans ce travail et dans la prise de parti avant le IVe Congrès, car cela permettrait de délimiter et de définir avec plus de précision qui sont les fameuses « couches intermédiaires », quels sont leurs intérêts objectifs, quelles sont les bases d'alliances entre elles et la classe ouvrière...

Avancer quelque peu sur ces questions nous aidera aussi à battre les thèses de négation et de dissolution de la classe ouvrière citées plus haut.

LA QUESTION DE L'ETAT

La question de l'Etat touche celle du socialisme, mais pas seulement ; elle touche à notre politique ici et maintenant.

Dans la France impérialiste de 1980 comme dans d'autres vieux pays impérialistes où la dictature de la bourgeoisie s'exerce sous la forme de « démocraties parlementaires », existe un nouveau développement du caractère répressif de l'appareil d'Etat : Cour de sûreté de l'Etat, loi anticasseurs, nouveau Code pénal, etc... Lénine analysait ce phénomène de « militarisation » des Etats impérialistes. Celui-ci est allé en s'accroissant avec le développement des impérialismes ; et la contradiction entre des « libertés démocratiques » (bourgeoises s'entend), nombreuses, tangibles, même si utilisables par une minorité et un appareil

d'Etat fort, bardé de CRS, d'un arsenal répressif juridique renforcé, est bien plus aiguë aujourd'hui qu'il y a soixante ans ; si la classe ouvrière bouge quelque peu, le pouvoir capitaliste effrayé, le peu sûr des « libertés » qu'il a concédées, envoie ses gardes mobiles et fait marcher ses tribunaux ; depuis 1968, nous ne manquons pas d'exemples.

Cette réalité inscrit en faux toutes les thèses réformistes et révisionnistes qui tendent à présenter l'Etat comme un « arbitre » au-dessus des classes, comme un « gestionnaire » réalisant les équilibres économiques et qui s'efforcent de relativiser le rôle essentiel de l'Etat de classe par l'examen des différents niveaux de pouvoir, local, régional, etc...

Nous visons par là les thèses autogestionnaires.

Non pas qu'elles soient étrangères à une grande aspiration populaire de démocratie, de prise en charge par la classe ouvrière et les masses elles-mêmes de leurs propres affaires. Cette aspiration, nous la partageons. Par contre, les thèses autogestionnaires dévoient profondément cette aspiration-là et la conduisent sur la voie de garage de la vie associative, de la vie de groupe, des prétendus contre-pouvoirs, pouvoirs à la base et autres... qui laissent intact l'appareil central de domination de la bourgeoisie.

L'enjeu est de taille : il concerne le nécessaire bris de la machine d'Etat bourgeoise pour instaurer le socialisme. Il concerne aussi notre politique actuelle, notre propre éducation, celle de la classe ouvrière et des masses populaires dans la nature de l'Etat ; elle concerne le combat contre les nouvelles stratégies réformistes et révisionnistes parées aux couleurs de l'autogestion.

Pierre Bauby candidat du PCML aux présidentielles en visite à Lyon

Durant son séjour à Lyon, Pierre Bauby a participé à une réunion rassemblant une quinzaine de syndicalistes, de divers secteurs (métallurgie, textile, fonction publique, etc...). D'une part, notre camarade a exposé le sens de sa candidature et l'analyse du PCML sur la situation sociale d'aujourd'hui, ensuite une longue discussion s'est établie sur l'expérience vécue des travailleurs présents. Cette évocation vivante des conditions de vie, de travail et de lutte dans la région lyonnaise est un élément d'enquête qui a été précieux pour notre camarade. La plupart des témoignages qui ont été donnés ont confirmé les témoignages recueillis par P. Bauby dans d'autres régions, notamment l'impact négatif des polémiques

des dirigeants syndicaux jusque dans la vie des sections (syndicales) de base. Une autre observation importante, c'est que la volonté de réagir contre les atteintes redoublées de la bourgeoisie est bel et bien, que lorsque l'unité des travailleurs sera reconquise ce sera à nouveau le temps de l'offensive. Pierre Bauby a largement développé l'idée qu'il fallait lutter pour s'unir.

Notre camarade a aussi rencontré les sections syndicales CGT et CFDT de la centrale de Bugey, avec un camarade du Comité de parti de Lyon. Il a rencontré successivement les responsables de la section CFDT, puis dans leurs locaux, à l'intérieur de la centrale. Il a ensuite déjà rencontré les responsables syndicaux

Au cours de la première discussion, les syndicalistes CFDT ont fait un exposé sur les revendications du syndicat en ce qui concerne le site de Bugey. Ils ont insisté sur le problème du gardiennage : oui, il faut un système de gardiennage sérieux, pour la sécurité, mais il n'est pas question d'accepter le système policier actuel. Ce qui est grave aussi, c'est le système de contrôle informatique qui va être installé où chaque agent, muni d'un laissez-passer individuel, sera constamment enregistré par un ordinateur dans tous ses déplacements.

Les militants CFDT nous ont parlé aussi, avec détail de plusieurs autres problèmes : l'emploi massif d'entreprises privées et intérimaires dans le site lui-même, ce qui permet à la direction de ne pas réembaucher de personnel EDF et de ne pas prendre en charge vraiment les conditions de travail et de sécurité des travailleurs employés par ces entreprises privées. Parmi les autres préoccupations de la section CFDT, il y a la sécurité-radio-protection qui ne donne pas encore toutes les garanties nécessaires surtout pour l'avenir et qu'il faut améliorer.

La rencontre avec les responsables CGT a été particulièrement cordiale et ouverte. Ils ont parlé des problèmes qui se posent à la centrale sur les conditions de travail et de sécurité, le gardiennage, les entreprises privées. Puis la discussion a ensuite porté sur des questions plus larges, notamment les conséquences de la présence massive de toute une « population EDF » dans une zone rurale, tant pour les gens du pays que pour les familles des agents EDF. Ils ont aussi expliqué les réactions de la population locale sur l'implantation de la centrale nucléaire. Avant que cette discussion ne se termine, il était presque midi, l'heure de l'apéritif, que nous avons pris en compagnie de plusieurs syndiqués qui passaient dans le local. Plusieurs d'entre eux ont dit qu'ils appréciaient la démarche de notre camarade, démarche qui consiste à se rendre sur le terrain pour connaître de manière concrète les problèmes des travailleurs. Ils ont souhaité que tous les candidats en fassent autant.

Pendant le repas, qui a réuni les responsables de la section CGT et notre camarade, la discussion a été très riche. Les militants syn-

dicalistes ont expliqué avec force exemple la nécessité du combat quotidien et sans concession contre la direction, la difficulté parfois à mobiliser tout le monde pour la bataille. Les militants ont particulièrement insisté sur l'importance de la présence du syndicat sur les sites des centrales nucléaires, syndicat qui représente aujourd'hui le contrôle des travailleurs sur la politique de la bourgeoisie à l'intérieur des centrales et qui dépasse largement de simples préoccupations de « boutique ». Les nombreux exemples cités ont démontré que la direction EDF s'en prend quotidiennement aux droits des travailleurs, à leurs conditions de travail, à leur sécurité. Les atteintes au droit de grève, il y a quelques mois, montrent l'importance de l'enjeu.

Ces syndicalistes ont posé des questions sur notre parti, notamment sur son attitude vis-à-vis des syndicats. Pierre Bauby leur a proposé de lire le projet de programme du IVe Congrès du PCML et de donner leur point de vue, sur l'ensemble ou sur certains points. Il a expliqué l'importance que notre parti accorde aux opinions des travailleurs sur ce projet.

LA CRISE D'OU VIENNT-ELLE?

Dans un récent numéro de la *VieOuvrière*, Jean-Claude Thénard, secrétaire de la FTM-CGT écrit : « Les travailleurs de l'automobile montreront qu'il y a place dans ce pays pour une puissante industrie de l'automobile et que les difficultés actuelles peuvent être surmontées. » Il y est précisé que 32% des ménages français, soit près de 6 millions, n'ont pas d'automobiles. Et, à la question posée : qu'est-ce donc qui limitent les ventes, la V.O. répond : « Le fait que la voiture est de plus en plus chère et que le pouvoir d'achat des travailleurs est de plus en plus faible ». Et, elle conclut : « ranimer le marché passe donc par l'amélioration du pouvoir d'achat et par des mesures faisant de l'automobile un produit moins cher ».

De même, dans l'*Humanité* du 4/10/80, il est affirmé : « Pour écarter les dangers extérieurs et assurer de façon durable les bases de l'industrie française, ce qu'il convient en réalité de faire, ce n'est pas de chercher des faux fuyants et des alibis à l'austérité, mais bien plutôt, à partir de la bonne santé d'ensemble de notre industrie, promouvoir les conditions d'un nouvel élan de notre industrie. Cela passe par la satisfaction des revendications des travailleurs, la relance de la consommation, et aussi la mise au point de modèles plus économiques, ainsi que G. Marchais en a fait la proposition pour Renault ».

Ainsi, pour les dirigeants du PCF et pour ceux de la CGT, face à la crise qui affecte l'industrie de l'automobile et les menaces sur des milliers d'emplois que celle-ci fait peser et entraîne d'ores et déjà, une solution peut être apportée : donner à ce secteur des assises durables pour en faire une « puissante industrie ». En particulier, en relançant la consommation des ménages et, en ce sens, « l'importance des luttes et de la combativité des travailleurs sont un atout pour l'industrie automobile française », nous dit Jean-Claude Thénard. Autrement dit, les luttes des travailleurs à mener dans l'automobile doivent avoir pour objectif en effet de résorber la crise de cette branche, et plus encore même, d'en faire une puissance industrielle.

Un appareil productif atteint de démesure

Mais, à quoi les crises sont-elles dues ? La cause principale et essentielle est-elle l'opposition entre la production et la consommation, comme le PCF et la CGT nous l'expliquent ? Question d'importance — on le voit — car il en découle la nature des revendications à mettre en avant et l'attitude que les travailleurs doivent avoir pour savoir comment faire face aux licenciements et à la dégradation de leurs conditions de travail.

Chaque capitaliste, sous l'effet de la concurrence et du progrès technique, cherche à accroître ses biens d'équipements et à élargir sa

production. Il s'agit de produire le maximum de marchandise au moindre coût et dans le moins de temps possible. C'est pourquoi, nos capitalistes ne consomment jamais pour leurs besoins individuels tous les profits qu'ils extorquent aux travailleurs : ils en utilisent une partie pour acheter des biens d'équipements plus perfectionnés, pour investir, accumuler du capital, afin d'abaisser leurs frais de production et, précisément, empêcher des profits encore plus importants. Qu'ils ne le fassent pas, et la concurrence les vouerait à la disparition. « Si le prolétaire n'est qu'une machine à produire de la plus-value, le capitaliste n'est qu'une machine à capitaliser la plus-value », comme dit K. Marx.

Mais, de cette soif de profit, il en résulte un accroissement plus rapide de la part du capital investi sous forme de machines, bâtiments... que celle du capital dépensé à l'achat de la force de travail (salaires). D'autant que l'emploi d'équipements plus performants nécessite moins de travailleurs au profit d'une intensification plus grande de la production (cadences). Telle est la loi fondamentale du capitalisme, à laquelle aucune firme ne peut échapper, qu'elle soit nationalisée ou publique. Car, pas de compétitivité, point de salut !

Une production anarchique

Or, cette tendance à augmenter dans des proportions indéfinies les biens d'équipement, cette véritable production pour la production, engendre un appareil de production démesuré. Et, bientôt, nos capitalistes se trouvent à la tête d'un système productif qui fournit des masses considérables de marchandises. Au total, l'ensemble des objets de consommation, produits isolément, par chacun de nos capitalistes, finit par dépasser la capacité d'achat des travailleurs. Et le marché est encombré de produits restant invendus. La crise de surproduction est là, qui éclate...

Non pas surproduction par rapport aux besoins réels des travailleurs. Mais, parce que les travailleurs ne peuvent acheter ces marchandises, pourtant en abondance sur le marché, faute de moyens.

Certes, comme on le voit, il y a donc bien disproportion entre production et consommation, la production venant à excéder, à un moment donné, la consommation. Mais les crises sont-elles dues à cette opposition ? Non, assurément. Elles en constituent un effet, une manifestation des crises et non leur cause principale.

La cause première des crises, c'est, bel et bien, parce que chaque capitaliste produit, dans son coin, le plus possible et au moindre coût. C'est là, sa seule préoccupation : introduire les perfectionnements techniques appliqués par ses concurrents pour ne pas être de reste, rechercher par tous les moyens l'accroissement

de ses possibilités de production. Ce qui le conduit à produire, produire sans tenir compte des limites du marché.

Cette logique du capitalisme rend impossible le caractère planifié de la production : chaque firme produit isolément, en recherchant la plus grande compétitivité. C'est la loi du profit qui guide la production et non la satisfaction des besoins des travailleurs. Donc, production non planifiée et non planifiable. Production anarchique, à cause de cette loi du profit. Et, s'il y a loi du profit, c'est parce que la propriété des moyens pour produire (machines, etc...) est privée, entre les mains d'une poignée de grands capitalistes.

La critique que Lénine adresse à Sismondi (économiste de son temps) reste aujourd'hui d'une actualité brûlante. Écoutons-le : « La première théorie (celle de Sismondi, que Lénine attaque) fait découler les crises de la contradiction entre la production et la consommation de la classe ouvrière ; la deuxième en fait une conséquence de la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation. Par conséquent, la première voit l'origine de ce phénomène en dehors de la production, la deuxième dans les conditions mêmes de la production. En bref, la première explique les crises par la sous consommation, la deuxième par l'anarchie de la production ». Et, de poser la question : « La deuxième théorie nie-t-elle l'existence d'une contradiction entre la production et la consommation, l'existence d'une sous consommation ? Non, assurément. Elle la situe seulement à sa place, en la considérant comme un fait d'importance secondaire. Elle enseigne que ce fait ne saurait expliquer les crises qui sont dues à une autre contradiction, plus profonde, la contradiction fondamentale du système économique actuel, qui oppose le caractère social de la production au caractère privé de l'appropriation ». Il est remarquable de voir combien ces propos pourraient s'appliquer à l'analyse des dirigeants du PCF et de ceux de la CGT sur les crises.

Non, la crise qui affecte l'automobile n'a pas pour cause une contradiction entre production et consommation. Avant tout, elle relève de « l'appétit immodéré des capitalistes de s'enrichir et capitaliser » (K. Marx). Et, dans le cadre d'un marché mondial étriqué, en proie à une concurrence d'autant plus vive, les trusts voient baisser leurs ventes, leurs stocks s'accumuler et donc réduisent la production. Comme en Italie, où les stocks excédentaires de Fiat sont évalués à près de 215 mille voitures pour 1980, où de 63% en 1973 sa part de marché chutait à 51% en 1979 et sa production baissait de 18,7%. Comme en France, où les ventes ont baissé de 20% en 1 an, où celles de Talbot sont revenues de 9,5% à moins de 7% en France, de 6% à 4,2% en Europe, en 2 ans.

Le caractère privé de l'appropriation n'est-il pas manifeste

dans cette branche où 80% de la production est concentrée entre une poignée de trusts de six pays : USA, Japon, Allemagne, Italie, Angleterre, France. Là, réside la cause principale, qui se situe dans le système capitaliste lui-même.

Mais alors, si les crises sont le fait de la contradiction fondamentale du système, illusion est de vouloir résorber, dans son cadre, la crise ; illusion est de vouloir résoudre chômage et dégradation des conditions de travail.

La loi du profit fait dépendre le sort des travailleurs du mouvement du capital, des intérêts des trusts, privés ou publics. La loi du profit est la même pour tous. Les travailleurs ne sont qu'un immense réservoir dans lequel on puise en fonction des besoins du capital ; tantôt, selon la loi de l'accumulation des capitaux, telle branche a besoin de main-d'œuvre, tantôt les travailleurs sont jetés sur le pavé, en temps de crise. C'est le cas aujourd'hui, dans l'automobile notamment.

Mais alors, les travailleurs peuvent-ils se fixer comme but de faire du secteur de l'automobile une « puissance industrielle », de donner « un nouvel élan à la production » ? Ce qui reviendrait à assigner à leurs luttes l'objectif de moderniser la production et développer les exportations. Comment pourraient-ils se fixer de tels objectifs, alors que moderniser la production, c'est :

— l'adoption de nouvelles techniques et la normalisation en masse de la production, ce qui suppose regroupements d'usines, concentration du capital, donc licenciements,

— une robotisation plus poussée, donc une intensification de la production ; ce qui suppose, là encore, licenciements et dégradation des conditions de travail.

Non, ces objectifs-là sont ceux des monopoles. Ils ne peuvent en aucun cas être ceux des travailleurs.

Aujourd'hui, là où Renault met au point une nouvelle série de robots, les travailleurs voient leur emploi menacé, là où Renault assoit ses productions sur des séries de plus en plus longues, les conditions de travail se dégradent. Où sont les intérêts communs entre Renault et les travailleurs ?

De même, les travailleurs peuvent-ils lutter pour des hausses de salaires dans le but de résorber la crise de l'automobile ?

Des intérêts opposés

Comme on l'a vu, la disproportion entre production et consommation n'est plus qu'un effet secondaire de la crise. Mais, quand bien même, les hausses salariales auraient-elles une certaine incidence, comment les trusts qui cherchent par tous moyens d'accroître leurs profits — recherche encore plus intense en période de crise, si besoin est — verraient un avantage à modifier la répartition entre les salaires et les profits dans le sens d'une hausse pour les premiers et au détriment des

seconds ?!

Non, il n'est pas possible que la relance de la consommation par le biais de hausses salariales constitue la solution aux crises. Non, il n'est pas possible pour les travailleurs de faire des propositions dont les intérêts convergeraient avec ceux des firmes, privées ou publiques. La raison en est simple, nous sommes en présence — répétons-le — de deux intérêts foncièrement antagoniques : ceux des capitalistes et ceux des travailleurs. C'est pourquoi, en aucune façon, les objectifs des travailleurs dans leurs luttes ne peuvent s'identifier à ceux des trusts. Et encore moins, être subordonnés aux leurs, ce qui signifierait : se soumettre pieds et poings liés, baisser les bras face aux licenciements massifs et aux dégradations des conditions de travail.

Mais, il est un autre aspect à remarquer de cette crise de l'automobile. Cette crise de surproduction revêt des caractères propres à cette branche.

La hausse du prix des matières premières, pétrole en particulier, a contribué à créer des modifications dans la valeur réelle des marchandises entrant dans la fabrication du bien produit ; cette hausse faisant varier la répartition entre capital dépensé en machines, matières premières et salaires et les profits. Si bien qu'entre le point de départ : l'investissement du capital et le moment de la crise, des éléments se sont accumulés et développés, venant accroître les difficultés de nos capitalistes. De plus, la hausse du pétrole modifie, il est vrai, la demande solvable, les travailleurs recherchant des modèles plus économiques, en matière d'énergie. Cela pousse chaque trust à adapter sa production aux nouvelles normes de consommation et antipollution. Il s'agit, pour chacun, surtout de ne pas rater le coche. Et si cela est vrai en particulier pour les trusts US, ça vaut également pour Renault comme pour Peugeot, en France par exemple. Alors, lorsque G. Marchais propose la mise au point de modèles plus économiques, n'est-ce pas en fait vers quoi tendent les trusts ? Or, pour y parvenir, il faut mettre en œuvre des masses de capitaux considérables. Et, il n'y a pas de mystère : ces capitaux sont dégagés sur le dos des travailleurs, en renforçant leur exploitation.

Là encore, là toujours, les intérêts des monopoles, privés ou publics, s'opposent à ceux des travailleurs.

En conséquence, que les travailleurs identifient leurs objectifs à ceux des trusts, et ils s'uniraient à leurs exploités, subissant licenciements et exploitation sans mot dire. Plus encore, ce serait également se lancer dans la lutte forcée que se livrent les trusts de chaque pays entre eux, pour conquérir des marchés ; pour défendre les intérêts de « leurs » monopoles, les travailleurs de chaque pays se dresseraient les uns face aux autres, tournant le dos à la solidarité plus que jamais nécessaire.

Catherine LEMAIRE

EXPLOITEES, COLONISEES, LES ANTILLAISES

« La situation de la majorité des Antillaises où qu'elles se trouvent, demeure une situation très précaire sur tous les points. Il en est ainsi parce qu'il s'agit de membres de classes populaires, de colonisées, de femmes. C'est à partir de ces trois déterminations que la masse des Antillaises peut et doit tenter de se libérer de sa servitude actuelle ». Claudie Beauvue-Fougeyrollas, auteur d'une passionnante étude sur « les femmes antillaises », a bien voulu nous accorder une interview dont nous publions ici de larges extraits.



■ Est-ce que tu peux brosser un tableau général de la situation du peuple aux Antilles ?

Il faut rappeler que la Guadeloupe et la Martinique sont des départements français depuis 1946. En fait, ce n'est qu'une appellation, parce qu'au niveau des droits... Par exemple, le sous-développement existe ; le chômage atteint bien 40% de la population, mais ni les femmes ni les hommes ne touchent les indemnités chômage. Les deux îles ensemble comptent environ 700 000 habitants. Mais il y a un énorme déplacement des forces vives vers la métropole, car aux Antilles, il n'y a rien, il n'y a pas d'usines. C'est une véritable hémorragie. Tous les jeunes, toutes les forces révolutionnaires sont ici, en métropole. Les drainer vers la France, c'est effectivement casser tout ce qu'ils peuvent avoir de révolutionnaire. Diviser pour régner, quoi.

D'autre part, la Guadeloupe est dirigée par un préfet, nommé par le gouvernement. Toutes les personnes qui dirigent en Guadeloupe et en Martinique sont étrangères à la population. Et quand on regarde bien, au niveau des classes, ce sont les Antillais qui arrivent en dernier. Les classes, aux Antilles, sont composées de cette manière : il y a d'abord les békés ; ce sont les anciens esclavagistes, blancs, qui sont propriétaires de la terre. En-dessous, une classe intermédiaire qu'on appelle des métis, nés de rapports entre noirs et blancs, et qui ont reçu de leurs pères quelques biens ; c'est une classe d'intellectuels, de commerçants, de petits propriétaires terriens... Et puis, en-dessous encore, la grosse masse des noirs, c'est-à-dire des anciens esclaves, qui sont dans la misère, dans le chômage, et dont le seul espoir est de venir en France occuper des emplois dans les PTT ou les hôpitaux. Avec ça, il y a l'afflux d'Européens, un vrai déplacement en sens inverse. Beaucoup de Français s'installent là-bas. Ils viennent et détiennent des postes qu'on ne donne jamais aux Antillais. Tout leur est donné en facilité pour accéder à ces postes.

Disons enfin que les Antilles ne peuvent vendre leurs produits qu'à la France et ne peuvent acheter qu'en France. C'est une loi en vigueur depuis le code de Colbert.

On peut conclure qu'il n'y a que les pays francophones d'Amérique centrale qui nesoient pas libres. L'Espagne, la Hollande, l'Angleterre, tous ces pays ont octroyé l'indépendance à leurs colonies. Pas la France.

■ Dans cette situation, peut-on parler de prise de conscience de la population antillaise contre son exploiteur, peut-on parler d'organisation révolutionnaire antillaise ?

Actuellement aux Antilles il y a un courant nationaliste qui revendique la langue, les origines africaines, une certaine mode, etc... Ce sont ceux qui disent ras-le-bol des Français, de ceux qui nous ont colonisés ; nous sommes des Antillais, nous devons revenir à nos valeurs. Mais ces questions sont quand même posées par une minorité, et les gens se méfient un petit peu. La culture française, on l'a toujours eue. Alors comment faire : essayer de s'en dépêtrer ou s'en servir, prendre l'arme et la retourner contre le colonisateur ?

En ce qui concerne l'organisation, les gens essaient de se réunir, et ils posent, c'est vrai, tout un tas de problèmes. Il y a eu pas mal de grèves ; tu as entendu parler des grèves des coupeurs de canne, des dockers... En 67, il y a eu un énorme mouvement de masse pour faire reculer les forces françaises. De Gaulle nous avait envoyé trois boeings de CRS... Et ils ont fait 60 morts environ. Et on l'a passé sous silence. Il y a un encadrement énorme de la population, par les légionnaires, les CRS, tous français. Mais malgré tout, les gens se battent.

■ Il y a une chose sur laquelle tu insistes dans ton livre, c'est l'influence religieuse et ses conséquences.

Je suis retournée en Guadeloupe il y a deux ans et j'ai été extrêmement étonnée du nombre de sectes qui pullulent. *Pentécôtistes, témoins de Jéhovah, adventistes du 18e jour*... en quantité ! En quantité ! Et ce qu'il y a de terrible, ce qui m'a le plus peinée, c'est qu'il y a un tel état de sous-développement, que

beaucoup de jeunes se raccrochent à ça. D'autant que la radio, totalement contrôlée par le groupe Hersant, donne largement le droit à la parole à tous ces gens. C'est merveilleux ! ça permet à n'importe qui de supporter sa situation ! Tout ce qui peut arriver sur la terre n'a pas d'importance, puisqu'il y a le ciel ! Alors tous ces jeunes qui sont là, qui sont des forces vives, plutôt que de discuter de leur vie quotidienne, de leur exploitation... Ils sont complètement endormis, quoi.

■ Parlons maintenant des femmes antillaises, quels sont les traits particuliers de leur oppression ? Et d'abord comment la discrimination des sexes se combine avec la discrimination liée à la couleur ?

Pour parler de ce problème de la couleur, on est obligé de remonter à l'esclavage, où il valait mieux être blanc que noir, parce que si tu étais noir tu étais esclave, et si tu étais blanc, tu étais le maître. A partir de là il y a eu une échelle sociale correspondant à une échelle de couleur, si tu veux : les blancs sont en haut, les métis au milieu, et les noirs tout en bas. Sur ces questions de classe sont venues se greffer des attitudes racistes : les noirs sont sales, les noirs sentent mauvais, les noirs descendent du singe... etc. De plus, la couleur noire a toujours été la couleur du malheur. Par exemple, même aujourd'hui, lorsque deux personnes vont se présenter à un travail, c'est très souvent la personne la plus claire qui est prise, même si celle qui est plus foncée est plus diplômée. Et même au niveau du symbole sexuel, de

l'image de la femme, de la beauté : les magazines sont remplis toujours de femmes blanches, des plus blanches qui soient, blondes...

■ Il y a aussi autre chose que les racines et l'histoire du peuple antillais ont influencé : les structures familiales. Elles sont quasiment inexistantes.

En Afrique, les hommes sont polygames. C'est-à-dire qu'un homme a sept femmes et des maîtresses, mais qu'il doit s'en occuper, s'occuper des gosses, etc. En Europe, un homme doit avoir une femme et s'occuper de sa femme et de ses enfants. Quand les Africains ont été emmenés aux Amériques, ils dépendaient évidemment du colon. Ils ne pouvaient pas se marier ou ne pouvaient se marier qu'à l'intérieur d'une propriété. S'ils voulaient avoir des rapports avec quelqu'un d'une autre propriété, il fallait que le maître donne la possibilité de le faire. Les esclaves sont donc des gens qui n'ont jamais pu se choisir eux-mêmes. Ils étaient choisis par rapport à leur force pour donner d'autres enfants qui étaient vendus. Instrument de reproduction, ils étaient là pour reproduire. Quand malgré tout, ils parvenaient à se marier, ils pouvaient être vendus séparément. De plus, les blancs avaient sur les femmes le droit de cuissage. C'est-à-dire que les esclaves avaient beau être mariés, si le colon passait par là (le colon ou tout simplement ceux qu'on appelait les « petits blancs » les engagés qui venaient pour garder la propriété), il pouvait violer la femme, la prendre à son mari, de force. Destruction de tout ce qui aurait pu être la famille.

■ Alors justement, à partir de ça, la famille, aux Antilles, aujourd'hui, qu'est-ce que c'est ? Comment se fait, par exemple, l'éducation des enfants ?

Il faut partir de la situation des classes. Tout dépend des classes. Chez les petits-bourgeois, les gens sont mariés normalement, les enfants sont élevés traditionnellement, c'est-à-dire à la française... Dans les classes populaires, où les gens ne sont pas mariés, l'éducation reste pour le moment le fait des femmes. La mère s'occupe de ses enfants, le père est absent. Mais l'absence du père ne va pas véritablement jouer, ni sur le moral, ni même sur le devenir des enfants. Pour eux, il n'est pas important. Ils savent qu'il existe et qu'il est quelque part, parfois ils le voient, mais enfin, dans leur vie, l'élément essentiel, c'est la mère. Très souvent les enfants ont des demi-frères ou sœurs, des pères différents. Mais ça n'a aucune espèce d'importance. Ils sont tous frères et sœurs. Le lien qui existe par rapport à la mère est tellement fort que toutes les différences, y compris par rapport au père, sont supprimées. C'est vraiment elle, la mère, l'élément moteur.

■ Il y a aussi beaucoup d'Antillaises qui vivent en France. Tu précises dans ton livre qu'elles découvrent un certain nombre de problèmes auxquels elles n'étaient pas sensibles. Est-ce qu'il y a des contacts entre des Antillaises et des groupes de femmes françaises ?

Très peu. Les femmes antillaises qui ont été dans des groupes de femmes françaises quittent assez rapidement ces groupes, parce qu'elles se sentent exclues. Leurs problèmes sont des problèmes d'Antillaises en France, et notamment le racisme ; des problèmes d'immigrées.

Prenons un exemple. Je connais une fille qui était dans un groupe de femmes françaises. Elle l'a quitté pour venir dans notre groupe femmes noires. Je lui ai demandé pourquoi. Elle a dit : « Je n'étais pas à mon aise. Pas pour les problèmes qu'elles débattaient, mais on ne parlait pas du tout de noires. Je suis immigrée, pas une Française ». Les Antillaises, bien qu'ayant une éducation française, se retrouvent plus facilement à bavarder avec des Africaines. Le fait d'être Françaises ne joue plus du tout. Nous savons que nous ne sommes pas Françaises. Les Antillais ne sont pas dupes un seul instant de cette nationalité qui n'est pas la leur.



CLAUDIE BEAUVUE-FOUGEYROLLAS

« Les femmes antillaises » par Claudie Beauvue-Fougeyrollas Editions de L'Harmattan.